

2011.3017.5

Université de Montréal

L'influence des mouvements religieux fondamentalistes américains  
auprès du Parti républicain dans le domaine de l'éducation  
de 1980 à aujourd'hui

par  
Camille Boinot

Département de science politique  
Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
En vue de l'obtention du grade de Maîtrise  
En science politique

Août 2002



© Camille Boinot, 2002

JA

39

U54

2002

n. 016

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:  
L'influence des mouvements religieux fondamentalistes américains  
auprès du Parti républicain dans le domaine de l'éducation  
de 1980 à aujourd'hui

présenté par:  
Camille Boinot

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Alain Noël  
président-rapporteur

Gérald Bernier  
directeur de recherche

Louis Massicotte  
membre du jury

## Résumé en français

Le mémoire porte sur l'influence qu'exerce la droite religieuse américaine envers le Parti républicain en éducation, depuis le début des années 1980. Il cherche à comprendre, en s'appuyant sur la théorie de Gais et Walker Jr., comment les groupes de pression peuvent influencer les partis politiques. Les principales revendications du mouvement visent à réintroduire la prière dans les écoles publiques, favoriser l'accès à l'école privé via des bons d'études donnés par le gouvernement, et supprimer l'enseignement de certaines matières scolaires. En utilisant principalement des stratégies externes, le mouvement a réussi à influencer le Parti républicain et plusieurs revendications ont été adoptées dans quelques États gouvernés par ce parti. Cependant, la plupart ont été défaites peu après, du fait d'une opposition provenant du reste des citoyens. Ainsi, bien que le mouvement exerce une influence auprès du Parti républicain, ses revendications demeurent peu acceptées par les Américains.

### Mots clés

Groupes de pression. Droite religieuse. Science politique. États-Unis.

## **Résumé en anglais**

The thesis concentrates on the American religious right's influence towards the Republican Party in education, since the 1980s'. By using Gais and Walker's theory, it attempts to understand how interest groups may influence political parties. Claims of this interest group aim at reintroducing school prayers, furthering access to private schools- with vouchers given by the government- and abolishing some courses- sex education and evolution theory. By using outside strategies, the religious right has influenced the Republican Party and several claims were adopted in few Republican states. However, most claims were defeated afterwards, because of their unpopularity for other citizens. Thus, even if this interest group influences the Republican Party, its claims are badly accepted by most Americans.

### Mots clés

Interest groups. Religious movements. Politics. United States.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
Définition de la droite religieuse.....	2
Historique du mouvement.....	3
Discours de la droite religieuse.....	4
Groupes abordés dans le mémoire.....	5
Méthodologie.....	6
Plan du mémoire.....	7
CHAPITRE 1.....	9
La création et le développement de la droite religieuse.....	9
Stratégies utilisées pour influencer les partis politiques.....	14
Comment la droite religieuse peut influencer le Parti républicain.....	14
Facteurs qui conditionnent les stratégies.....	18
Changement dans les stratégies utilisées par la droite religieuse.....	21
État de la littérature.....	21
CHAPITRE 2.....	25
Le système scolaire américain.....	25
Importance de l'éducation pour la droite religieuse.....	28
Le système scolaire véhiculerait la religion «séculière-humaniste».....	28
Promotion des droits parentaux.....	30
Crise au sein du système scolaire.....	31
Revendications défendues par la droite religieuse.....	33
Le <i>School Choice</i> .....	33
Retour de la prière dans le système scolaire.....	38
Contenu des programmes et des cours.....	40
Disponibilité d'ouvrages controversés.....	43
CHAPITRE 3.....	45
L'émergence de la droite religieuse comme force politique.....	45
Les années Reagan.....	45
Le mandat présidentiel de George Bush: déclin de la droite religieuse ?.....	49
Regain d'influence pour la droite religieuse.....	51
Les élections de 1994 et le <i>Contract with America</i> .....	51
Les élections présidentielles de 1996: défaite des républicains.....	56
La place actuelle de la droite religieuse au sein du Parti républicain.....	58
Influence au niveau des États.....	58
Opposition entre les membres religieux et séculiers du Parti républicain.....	59
CHAPITRE 4.....	62
Les changements survenus en éducation: les États, les municipalités.....	63
La revendication du <i>School Choice</i> .....	63
Le cas de la Floride.....	63
Le cas de Milwaukee.....	65
Le cas de Cleveland.....	65
Les échecs au <i>School Choice</i> .....	66
La volonté d'autoriser la prière dans les écoles publiques.....	69
La volonté de faire disparaître certaines matières scolaires.....	71
La disparition de la théorie de l'évolution.....	71

La disparition des cours d'éducation sexuelle.....	73
La volonté de contrôler l'accès aux ouvrages pour les mineurs .....	74
Changements survenus en éducation au fédéral.....	76
Le Congrès .....	76
La Maison Blanche .....	78
Bilan des changements : radicaux ou mineurs ? .....	80
CONCLUSION.....	83
Quel avenir pour la droite religieuse ? .....	85
Relations avec le Parti républicain.....	85
Ses revendications.....	86
Changement des stratégies .....	87
BIBLIOGRAPHIE .....	90

## INTRODUCTION

Le résultat des élections présidentielles américaines de 2000 a montré que l'électorat est profondément divisé. En ce qui concerne les enjeux moraux, les États-Unis sont déchirés depuis ces vingt-cinq dernières années entre un courant majeur de citoyens progressistes et une importante minorité d'électeurs très conservateurs. Au sein de ce second groupe, les associations religieuses sont devenues le principal porte-parole d'un retour aux « vraies » valeurs des Américains. Ces associations, au départ cantonnées dans leur congrégation, se sont peu à peu impliquées en politique pour devenir de véritables groupes de pression représentant des populations majoritairement protestantes, ultra-conservatrices. Ces groupes, comme la *Moral Majority*, la *Christian Coalition* ou le *Focus on the Family*, se sont tournés vers le Parti républicain, jugé plus réceptif à leurs revendications. Grâce à un lobbying constant, des mobilisations de masse, une participation active au sein de ce parti politique, la place qu'occupent ces groupes de pression dans ce parti s'apparente à celle qu'occupe la communauté noire au sein du Parti démocrate. Ainsi, peut-on affirmer que la droite religieuse réussit à influencer le Parti républicain et ce, dans le domaine de l'éducation ?

L'hypothèse de ce mémoire est que le mouvement exerce une certaine influence au sein de ce parti, mais que celle-ci est plus grande au niveau local ou des États, qu'au niveau fédéral<sup>1</sup>. Cette différence entre les paliers de gouvernement peut s'expliquer par la division des pouvoirs énoncée par la Constitution américaine. Également, les

---

<sup>1</sup> Par influence, on entend la place qu'occupent les sympathisants de la droite religieuse au sein de l'organisation du Parti républicain. Également, la définition inclut la capacité du mouvement à faire adopter ses revendications en éducation. Cela signifie que plus son influence est importante, plus le

responsabilités en éducation étant principalement concentrées entre les mains des États et des districts scolaires, il est plus stratégique pour un mouvement, comme la droite religieuse, de chercher à influencer les pouvoirs locaux ou les États.

### Définition de la droite religieuse

L'étude des mouvements religieux américains étant beaucoup trop vaste du fait du grand nombre de ceux-ci, ce mémoire va se limiter à ceux regroupés autour de ce que certains auteurs nomment la «droite religieuse» ou la «droite chrétienne»<sup>2</sup>. Pour les propos de cette étude, on emploiera le terme «droite religieuse».

Selon la définition de Clyde Wilcox, la droite religieuse est un «mouvement social qui cherche à mobiliser les protestants évangéliques blancs et les autres chrétiens orthodoxes, afin de défendre une vision conservatrice de la société»<sup>3</sup>. Parmi les chrétiens les plus orthodoxes, les membres de la droite religieuse sont en majorité des néo-évangélistes, des pentecôtistes, des charismatiques ou encore des fondamentalistes<sup>4</sup>. Cette diversité se reflète dans les groupes de pression, où la *Moral Majority* était composée principalement de fondamentalistes, tandis que la *Christian Coalition* regroupe beaucoup de pentecôtistes et de charismatiques<sup>5</sup>. Les membres, qu'ils soient évangélistes ou autres, font une interprétation littérale de la Bible et sont, pour la plupart, des chrétiens *born again*, à savoir qu'ils se sont repentis de leurs péchés et que Jésus

---

discours du Parti républicain va refléter celui du mouvement et que les réformes entreprises en éducation par les républicains seront majeures.

<sup>2</sup> Voir Kenneth D. Wald, Clyde Wilcox, John C. Green, Sara Diamond.

<sup>3</sup> Clyde Wilcox, *Onward Christian Soldiers ? The Religious Right in American Politics* (Boulder: Westview Press, 2000), 5. Traduction libre de la citation.

<sup>4</sup> John C. Green, «The Christian Right at the New Millennium» présenté au *American Jewish Committee*, 2000, 7. [http:// www.acj.org/pre/christianright.htm](http://www.acj.org/pre/christianright.htm)

<sup>5</sup> Clyde Wilcox, Mark J. Rozell, Roland Gunn, «Religious coalitions in the New Christian Right», *Social Science Quarterly* 77 (1996), 550.

Christ représente leur sauveur personnel. Également, ils se concentrent dans les régions du Sud, Sud-Ouest et Midwest des États-Unis. Ils sont moins scolarisés que les autres populations blanches<sup>6</sup>. Enfin, les membres votent majoritairement pour le Parti républicain.

### Historique du mouvement

La droite religieuse se développe à la fin des années 1970, période où plusieurs organisations sont créées, comme la *Moral Majority* en 1979<sup>7</sup>. Cependant, la droite religieuse n'apparaît pas soudainement sur la scène publique, mais elle est la descendante de mouvements chrétiens fondamentalistes qui ont existé au début et milieu du XXe siècle. Le premier mouvement apparaît vers 1915, en réaction à l'introduction de l'enseignement de la théorie de l'évolution dans les écoles publiques. Un des groupes phare est la *World Christian Fundamentalist Association*. Toutefois, après un jugement survenu en 1925, où un professeur obtient le droit d'enseigner la théorie de l'évolution, la popularité du mouvement ne va cesser de décliner<sup>8</sup>. Le second mouvement naît après la seconde guerre mondiale et s'oppose principalement au communisme. Il regroupe des associations telles que le *American Council of Christian Churches* et *Christian Crusade*. L'arrivée au pouvoir en 1960 de John F. Kennedy et la libéralisation des mœurs va entraîner le déclin de ce mouvement<sup>9</sup>. Le troisième mouvement est celui de la droite religieuse, qui se crée en réaction au déclin moral que subiraient les États-Unis.

---

<sup>6</sup> Mark D. Regnerus, David Sikkink, Christian Smith, «Voting with the Christian Right: Contextual and Individual Patterns of Electoral Influence», *Social Forces* 77 (1999), 1381.

<sup>7</sup> Justin Watson, *The Christian Coalition: Dreams of Restoration, Demands of Recognition* (New York: St Martin's Press, 1997), 21.

<sup>8</sup> Green, «The Christian Right at the New Millennium», 9.

<sup>9</sup> *Ibid.*, 10.

La droite religieuse s'implique dès ses débuts en politique, notamment au sein du Parti républicain, en appuyant la candidature du président Ronald Reagan. Toutefois, à la fin des années 1980, plusieurs auteurs prédisent le déclin du mouvement, car ce dernier demeure trop radical et sectaire aux yeux de la majorité des Américains. La création de la *Christian Coalition* en 1989, ainsi que la candidature du révérend Pat Robertson aux primaires du parti républicain pour les élections de 1988, va prouver l'inexactitude de ces prédictions. L'élection d'un Congrès majoritairement républicain en 1994, grâce à un fort appui de la droite religieuse, montre qu'elle exerce une influence majeure au sein de ce parti politique. Cependant, il n'est pas certain qu'elle recueille les faveurs du reste de la population. Les élections de 1996 et 1998 donnent un Congrès de moins en moins républicain, tandis qu'un président démocrate est réélu. Ainsi, il est difficile d'évaluer l'état actuel du mouvement. Selon certains auteurs, sa popularité serait en chute, tandis que d'autres préfèrent parler d'une restructuration du mouvement<sup>10</sup>.

### Discours de la droite religieuse

Le discours de la droite religieuse est éminemment conservateur. L'accent est mis sur des questions d'ordre social, plutôt qu'économique. Le mouvement rejette la séparation entre l'Église et l'État. Également, il s'oppose aux droits des homosexuels, à l'avortement ou encore aux cours d'éducation sexuelle dans les écoles publiques. Dans le domaine de l'éducation, son discours cherche à redonner à la religion une place centrale dans les institutions scolaires, notamment en revendiquant le retour de la prière dans les écoles publiques. De même, ce discours s'oppose à l'enseignement de la théorie de l'évolution. Également, le mouvement appuie la mise en place de bons d'étude

---

<sup>10</sup> Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 21.

(*vouchers*) qui permettraient aux citoyens d'envoyer leur enfant à l'école privée, grâce aux fonds publics. Selon une grande partie de la population américaine, le discours de la droite religieuse est, cependant, perçu comme extrémiste. Pourtant, des efforts ont été entrepris pour modérer le message qu'envoie le mouvement, notamment en adoptant un discours séculier et en défendant ses revendications au nom des droits fondamentaux, mais son discours demeure encore trop radical pour beaucoup d'Américains<sup>11</sup>. Néanmoins, la droite religieuse continue à jouer un rôle important au sein de la vie politique, grâce à sa capacité de mobiliser ses membres dans un système où le taux de participation est très faible lors d'élections.

#### Groupes abordés dans le mémoire

Bien que l'on recense plus de trente groupes d'intérêts fondamentalistes<sup>12</sup>, ce mémoire va se limiter à n'utiliser que les plus importants d'entre eux, soit la *Christian Coalition*, le *Focus on the Family*, le *Citizens for Excellence in Education* (NACE-CEE), ainsi que le *Home School Legal Defense Association*. Le *Eagle Forum* et le *Concerned Women for America* n'en sont pas moins des groupes importants, mais leurs principales revendications n'étant pas en éducation, leur utilisation ne s'avère pas nécessaire.

La *Christian Coalition* a été créée en 1989 par Pat Robertson et Ralph Reed, et elle compte actuellement plus de deux millions de membres<sup>13</sup>. Le groupe a pour mission de défendre les chrétiens et de former des leaders chrétiens qui s'activeront en

---

<sup>11</sup> Watson, *The Christian Coalition*, 156.

<sup>12</sup> Paul J. Weber, et Lauder W. Jones, *American Religious Groups. Institutional Profile* (Westport: Greenwood Press, 1994), 179-180.

<sup>13</sup> Christian Coalition. <http://www.cc.org>

politique<sup>14</sup>. Le *Focus on the Family* a été créé en 1977 par James Dobson. Il fait la promotion des valeurs familiales traditionnelles et son agenda comprend plusieurs enjeux liés à l'éducation<sup>15</sup>. Également, il diffuse plusieurs magazines, dont le *Teachers in Focus* qui est destiné aux professeurs chrétiens enseignant dans les écoles publiques. Le *Citizens for Excellence in Education* a été créé en 1983 par Robert Simonds et fait partie de l'organisation *National Association of Christian Educators*. Le groupe est dédié exclusivement à l'éducation, où il défend le retour de la religion au sein des écoles publiques<sup>16</sup>. Plus récemment, il a prôné le départ des élèves chrétiens des écoles publiques, afin qu'ils ne soient pas influencés par la religion «séculière-humaniste». Enfin, la *Home School Legal Defense Association* a été fondée en 1983 par Michael Farris et Michael Smith<sup>17</sup>. Le groupe représente les parents chrétiens qui choisissent d'éduquer leur enfant à la maison, plutôt que de les envoyer à l'école publique. Également, il s'oppose à la mise en place de normes nationales et à la volonté d'obliger les parents éducateurs d'être certifiés. Ainsi, ces groupes représentent les revendications que la droite religieuse défend en éducation.

### Méthodologie

La méthode du mémoire sera principalement inductive. L'étude de cas portera sur l'influence de la droite religieuse au sein du Parti républicain, dans le domaine de l'éducation, afin de comprendre comment les groupes de pression peuvent exercer une influence auprès des partis politiques. Cette étude se concentrera sur la période des

---

<sup>14</sup> Watson, *The Christian Coalition*, 53.

<sup>15</sup> Focus on the Family. <http://www.fof.org>

<sup>16</sup> National Association of Christian Educators. Citizens for Excellence in Education. <http://www.nace-cee.org>

années 1980 à aujourd'hui. En analysant le discours du mouvement et celui du Parti républicain, principalement depuis l'élection de Reagan en 1980, on sera en mesure d'établir s'il y a eu ou non une influence de la droite religieuse au sein de ce parti politique. Si l'on prend l'hypothèse selon laquelle il y en a eu effectivement une, on pourra alors analyser comment cette influence s'est manifestée, en se basant sur la théorie de Thomas Gais et Jack Walker Jr. Les auteurs affirment que les groupes de pression sont en mesure d'adopter des stratégies de type «interne» ou «externe», afin d'influencer les partis politiques.

En analysant les changements qui sont survenus en éducation depuis le début des années 1990, on pourra déterminer si ces modifications ont découlé de revendications de la droite religieuse, par suite de l'influence que celle-ci aurait exercée envers le Parti républicain.

Le mémoire ciblera son analyse sur quelques États<sup>18</sup> ainsi que le Congrès et la Maison Blanche. La rédaction du mémoire s'appuiera sur des sources primaires, relevant du mouvement, du Parti républicain, des États, mais également d'autres types de sources, secondaires celles-là, portant sur l'analyse de groupes d'intérêts, comme la droite religieuse, et de ses revendications.

#### Plan du mémoire

Le mémoire comprend quatre chapitres. Tout d'abord, un état de la littérature, ainsi qu'une analyse plus théorique du sujet seront exposés dans le chapitre 1. En second lieu, il sera question des revendications défendues par la droite religieuse dans le

---

<sup>17</sup> Home School Legal Defense Association. <http://www.hslda.org>

<sup>18</sup> La Floride, le Kansas, l'Ohio, le Wisconsin, l'Illinois, la Louisiane, la Californie, le Colorado, le Michigan, le Maine, le Tennessee. Ces États ont été retenus en raison d'une forte présence de la droite religieuse dans les débats concernant le système d'éducation.

domaine de l'éducation. Le chapitre 3 visera à déterminer si elle exerce une influence auprès du Parti républicain, en effectuant une analyse de l'évolution du mouvement au sein de ce parti. L'état des changements survenus en éducation depuis le début des années 1990 dans les États, ainsi qu'au niveau fédéral, fera l'objet du chapitre 4. Enfin, on se penchera sur l'avenir de la droite religieuse et la place qu'elle occupe dans le Parti républicain, ainsi qu'au sein de la société américaine.

## CHAPITRE 1

### La création et le développement de la droite religieuse

Tel que souligné en introduction, le mouvement de la droite religieuse se crée et se développe à partir des années 1970. Dans son ouvrage *Power in Movement*, Sidney Tarrow affirme que le problème de l'action collective est de nature sociale et relève de la difficulté d'unir des gens désorganisés pour former un mouvement. Ce problème disparaît lorsque les «mouvements répondent à des opportunités politiques, en utilisant des formes connues de l'action collective et en mobilisant les gens par l'intermédiaire de réseaux sociaux et par des codes culturels communs»<sup>1</sup>. Ce qui permet véritablement une action collective est un changement des structures d'opportunités politiques, soit l'environnement externe au mouvement<sup>2</sup>. En effet, expliquer l'action collective uniquement par les structures de l'État ne révèle pas pourquoi certains mouvements, à l'intérieur d'un même État, se développeront et d'autres non. Ce sont donc lorsque les opportunités politiques changent que la mobilisation réussit. Ces changements surviennent principalement grâce à une ouverture de l'accès au pouvoir, à des changements dans les alignements politiques, lorsque l'on possède des alliés influents et lorsqu'il existe des clivages au sein de l'élite<sup>3</sup>.

La théorie de Sidney Tarrow permet d'expliquer ce qui a donné lieu à la création et au développement de la droite religieuse. En effet, les structures de l'État américain ont toujours permis à des mouvements religieux d'exister. Cependant, les changements

---

<sup>1</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1994), 9. Traduction libre de la citation.

<sup>2</sup> Ibid., 18.

dans les opportunités politiques, à l'intérieur de l'État, survenus dans les années 1960, ont déclenché une mobilisation de chrétiens religieux. La décennie des années 1960 a été marquée par le mouvement pour les droits civiques, qui a encouragé la participation à la vie politique de la communauté noire et son implication dans le Parti démocrate, ce qui a entraîné des bouleversements pour les deux grands partis politiques nationaux. Également, la libéralisation des mœurs est survenue durant cette même décennie, heurtant les valeurs conservatrices des populations plus religieuses, et créant le besoin pour celles-ci d'agir collectivement afin de préserver ces valeurs. L'implication des Afro-Américains a véritablement été le changement le plus significatif puisque les Blancs religieux du Sud, majoritairement démocrates, se sont tournés vers le Parti républicain, phénomène que l'on a qualifié de réalignement politique<sup>4</sup>.

Un plus grand accès au pouvoir constitue un changement dans les structures d'opportunités politiques. Selon Sidney Tarrow, les élections permettent généralement ce meilleur accès<sup>5</sup>. En analysant la montée de la droite religieuse, on observe que ce changement est survenu de deux manières distinctes. Tout d'abord, le mouvement, puisqu'il forme une masse nombreuse d'électeurs dans le Parti républicain, est en mesure d'obtenir un accès privilégié au pouvoir, lorsque ce parti obtient la majorité au Congrès, comme par exemple, de 1994 à 2001. L'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis en 1980 constitue également un changement dans les structures d'opportunités politiques qui avantage la droite religieuse car Reagan est beaucoup plus conservateur que le président sortant Jimmy Carter. Bien qu'à la fin des années 1980

---

<sup>3</sup> *Id.*

<sup>4</sup> Stephen Wayne, *The Road to the White House, 2000. The Politics of Presidential Elections* (Boston: Bedford/St Martin's, 2000), 85.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 86.

certain auteurs consacrent le déclin et la disparition de la droite religieuse<sup>6</sup>, celle-ci est encore existante et influente au milieu des années 1990. Ce regain peut s'expliquer par un changement dans les opportunités politiques, notamment par l'élection d'un Congrès républicain conservateur en 1994, qui lui donne un plus grand accès au pouvoir.

Un second changement évoqué par Sidney Tarrow est celui des «réalignements» politiques. L'électeur étant de moins en moins politisé et mobilisé, il s'avère instable dans ses choix électoraux. La somme de ces phénomènes permet aux mouvements d'exercer un certain pouvoir auprès des partis politiques puisqu'ils peuvent livrer à un parti politique un bastion élevé d'électeurs. Le développement de la droite religieuse coïncide avec le réalignement massif des électeurs blancs du Sud auprès du Parti républicain, survenu dans les années 1970. Or ces électeurs forment la masse importante du mouvement.

La présence d'alliés influents au sein du mouvement constitue un troisième changement qui permet l'action collective. L'absence d'alliés n'empêche pas forcément qu'un mouvement existe, mais elle le prive de la capacité de se développer et de faire avancer ses revendications<sup>7</sup>. La droite religieuse ne manque pas d'alliés influents au début des années 1980, notamment au sein de l'administration Reagan. Ronald Reagan constitue l'allié le plus influent qu'un mouvement puisse avoir puisqu'il est président des États-Unis. D'ailleurs, le déclin de la droite religieuse à la fin des années 1980 peut s'expliquer, en partie, par un nouveau changement dans les structures d'opportunités politiques- le départ de Reagan et l'élection de Bush- qui prive le mouvement d'alliés influents.

---

<sup>6</sup> Voir Steve Bruce, Clyde Wilcox, John C. Green, etc.

<sup>7</sup> Tarrow, *Power in Movement*, 88.

Enfin, une élite divisée constitue un quatrième facteur de changement qui encourage l'action collective<sup>8</sup>. Cette division s'observe principalement au sein du Parti républicain entre une élite «séculière» et «religieuse». Ce clivage constitue un incitatif à l'action collective pour la droite religieuse, celle-ci pouvant appuyer l'élite «religieuse» qui cherche à dominer le parti. On assiste également à une division de l'élite lorsque la présidence et le Congrès ne sont pas issus du même parti politique. Lors de la résurgence du mouvement dans les années 1990, on constate que la présidence est démocrate et le Congrès est républicain- à partir de 1994. Ainsi, les changements dans les structures d'opportunités politiques survenus depuis les années 1980 permettent d'expliquer la création et le développement de la droite religieuse.

Sidney Tarrow montre qu'en utilisant des réseaux, en réponse aux nouvelles opportunités politiques, on aboutit à l'action collective car ceux-ci vont stimuler la participation des individus<sup>9</sup>. Les Églises protestantes constituent un réseau idéal pour la droite religieuse car elles ne se limitent pas à offrir des services spirituels, elles sont véritablement présentes dans le quotidien des fidèles, par leurs activités sociales, leurs services de garde, etc. Elles permettent aux individus de se regrouper, de former une masse fortement mobilisable pour une action collective. Les révérends sont des leaders potentiels pour le mouvement, Jerry Falwell et Pat Robertson étant des exemples concrets.

Selon John Green, James Guth et Clyde Wilcox, la création et le développement de la droite religieuse s'explique sous trois angles différents. Un mouvement se crée lorsque des revendications défendues par une partie de la population ne sont pas

---

<sup>8</sup> *Id.*

<sup>9</sup> *Ibid.*, 22.

écoutées, ce qui donne lieu à un sentiment d'injustice collective (*collective grievance*). Également, un groupe de pression va se développer s'il existe au préalable des ressources au sein de la collectivité qui permettent de mobiliser des individus (*resource mobilization*). Enfin, la création d'un mouvement peut s'expliquer par l'existence d'opportunités politiques comme, par exemple, les structures institutionnelles d'un État (*political process*)<sup>10</sup>. Cette dernière théorie s'apparente à la thèse avancée par Sidney Tarrow.

Kenneth Wald affirme que le développement de la droite religieuse s'explique principalement par la théorie de *collective grievance* ainsi que celle de *resource mobilization*. En effet, l'ascension sociale des populations évangélistes, à partir des années 1960, a eu pour conséquence de former un groupe plus scolarisé, habitant en milieu urbain. Cette transformation sociale a accru les capacités et les ressources du groupe, lui permettant de mieux participer à la vie politique et éventuellement de se mobiliser collectivement<sup>11</sup>. En outre, le rôle exercé par les Églises crée des ressources qui encouragent cette mobilisation.

Le développement de la droite religieuse s'explique également par la théorie de *collective grievance*. Les changements survenus au sein de la société américaine dans les années 1960 ont remis en question les valeurs véhiculées par la population chrétienne plus conservatrice. Cette modernisation a été perçue comme entraînant un déclin de la moralité au sein de la société. Se sentant attaqués par ces nouvelles valeurs, jugées trop

---

<sup>10</sup> John C. Green, James L. Guth et Clyde Wilcox, «Less than Conquerors: The Christian Right in State Republican Parties» dans Anne N. Costain et Andrew S. McFarland, dir., *Social Movements and American Political Institutions* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1998), 120.

<sup>11</sup> Kenneth Wald, *Religion and Politics in the United States* (Washington: Congressional Quarterly Press 1997), 238-239.

séculières, ces chrétiens se sont mobilisés afin de défendre leur vision de la société<sup>12</sup>. Selon John Green, l'apparition du mouvement de la droite religieuse s'est effectivement produite en réponse aux changements sociaux survenus dans les années 1960, qui concernaient le rôle de sexualité, les rapports hommes-femmes, la sécularisation des mœurs<sup>13</sup>. Il semblerait donc qu'analyser la création de la droite religieuse uniquement en termes de changements des opportunités politiques occulte l'importance qu'a eu le changement des valeurs sociétales américaines comme accélérateur de la mobilisation de ses membres. C'est principalement pour se défendre des «assauts» de la modernité qu'est apparue une action collective de chrétiens conservateurs. C'est ensuite, grâce à une modification des structures d'opportunités politiques, que ce mouvement a pu faire avancer ses revendications, en exerçant une influence au sein du Parti républicain. La théorie de Sidney Tarrow est donc incomplète pour expliquer la création et le développement de la droite religieuse.

### **Stratégies utilisées pour influencer les partis politiques**

#### Comment la droite religieuse peut influencer le Parti républicain

Afin de déterminer de quelle manière le discours de la droite religieuse agit sur celui du Parti républicain en éducation, il faut comprendre comment les groupes de pression peuvent exercer une influence auprès des partis politiques. Selon Thomas Gais et Jack Walker Jr., les groupes d'intérêt ont le choix d'adopter une stratégie «interne»

---

<sup>12</sup> Ibid., 243.

<sup>13</sup> John C. Green, «The Christian Right at the New Millennium», 4.

(*inside strategy*) ou «externe» (*outside strategy*)<sup>14</sup>. Plus précisément, une stratégie interne s'apparente à des activités de lobbying, à des actions directes auprès des partis politiques, alors qu'une stratégie externe consiste à mobiliser l'opinion publique en faveur de la cause défendue par le groupe de pression. Ainsi, la première stratégie vise à influencer directement le personnel politique, tandis que la seconde a pour conséquence d'influencer plus indirectement celui-ci<sup>15</sup>.

Le lobbying constitue indéniablement une stratégie interne classique pour un mouvement. Il permet aux groupes d'intérêt d'avoir un accès direct au pouvoir puisque le lobbyiste, qui agit en leur nom, peut influencer le contenu d'une loi, son adoption, grâce à un contact permanent avec le personnel politique. Une stratégie interne peut également consister à mener des actions directes auprès d'un parti politique, notamment lors de la nomination d'un candidat ou en intégrant les rangs du parti, ce qui permet d'influencer le discours de ce dernier.

Selon Thomas Gais et Jack Walker Jr, une stratégie externe a pour but de générer un capital de sympathie à la cause que défend un mouvement, en vue de former un bastion d'individus qui sera en mesure d'influencer les partis politiques<sup>16</sup>. Les mobilisations de masse (*grassroots activities*) constituent la stratégie externe la plus répandue. Cela peut consister, pour le mouvement, à mobiliser ses partisans à voter lors d'élections, à effectuer des manifestations, mettre en place des pétitions, etc. Réussir à faire voter les électeurs en bloc pour le même candidat est une stratégie externe efficace, notamment parce que les Américains ont un faible taux de participation. La droite

---

<sup>14</sup> Thomas L. Gais et Jack L. Walker Jr, «Pathways to Influence in American Politics» dans Jack L. Walker Jr., *Mobilizing Interest Groups in USA. Patrons, Professions and Social Movement* (Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1991), 103.

<sup>15</sup> *Id.*

<sup>16</sup> *Id.*

religieuse s'avère particulièrement influente lorsqu'il s'agit de mobiliser ses sympathisants à voter le jour des élections, pour le «bon» candidat, grâce à la mise en place de *voters guide*. Ceux-ci exposent les positions de chaque candidat, par rapport à des enjeux jugés importants par le mouvement (exemple: le droit à l'avortement). Ils sont distribués dans tous les cercles chrétiens, à coup de millions exemplaires, en fin de campagne électorale<sup>17</sup>.

Selon Clyde Wilcox, il existe également deux types de stratégies qu'un mouvement peut adopter, qu'il nomme aussi «externe» et «interne». Souvent, l'utilisation, en premier lieu, de la stratégie externe va permettre ensuite au mouvement d'utiliser la stratégie interne, car le personnel politique accorde généralement plus d'importance à un lobbyiste qui représente une masse importante de citoyens<sup>18</sup>. Kenneth Wald, pour sa part, affirme qu'il existe quatre types de stratégies qu'un mouvement peut utiliser, soit une action directe auprès du public, du lobbying auprès des gouvernements, des activités reliées aux campagnes électorales et infiltrer un parti<sup>19</sup>. Ces quatre stratégies pourraient être regroupées en deux principales, en suivant la typologie de Gais et Walker Jr. Ainsi, l'action directe auprès du public et les activités reliées aux campagnes électorales s'avèrent être des stratégies externes, tandis que le lobbying auprès des gouvernements et l'infiltration d'un parti constituent des stratégies internes.

Dans son analyse des groupes d'intérêt religieux américains, Allen Hertzke évoque deux types de stratégies, qu'il nomme stratégie de «pression locale» (*home*

<sup>17</sup> Justin Watson, *The Christian Coalition*, 58.

<sup>18</sup> Clyde Wilcox, «The Dynamics of Lobbying the Hill» dans Paul S. Herson, Ronald G. Shaiko et Clyde Wilcox, dir., *The Interest Group Connection: Electioneering, Lobbying and Policymaking in Washington* (Chatham: Chatham House Publishers, 1998), 90.

<sup>19</sup> Wald, *Religion and politics in the United States*, 126.

*district pressure*) et stratégie «interne classique» (*classic insider strategies*)<sup>20</sup>. La stratégie de pression locale constitue une stratégie externe puisqu'il s'agit d'effectuer des mobilisations de masse, mobiliser les électeurs, informer les médias et mobiliser une élite. Il n'y a donc pas d'influence directe auprès du personnel politique. La stratégie interne classique s'apparente à la stratégie interne de Gais et Walker Jr, car elle se fonde sur le lobbying, qui crée une relation de confiance et de dépendance entre le lobbyiste et le personnel politique.

Thomas Gais et Jack Walker Jr affirment que, bien qu'il existe deux stratégies lorsqu'il s'agit d'influencer le système politique, les groupes de pression ne peuvent néanmoins adopter qu'une seule stratégie à la fois et qu'une fois le choix effectué, il est difficile pour le groupe de changer de stratégie<sup>21</sup>. Allen Hertzke montre au contraire que les groupes religieux utilisent régulièrement les deux stratégies pour influencer les partis politiques, même si la stratégie externe est plus souvent utilisée<sup>22</sup>. Daniel Hofrenning soutient que «*all lobbyists, including religious lobbyists, use a mix of insider and outsider lobbying*»<sup>23</sup>. Selon ces deux auteurs, des mouvements, comme la droite religieuse, ne répondent pas aux prédictions de Gais et Walker Jr, car ils ont toujours utilisé les deux types de stratégies pour influencer les partis politiques. Toutefois, Clyde Wilcox montre que si l'on peut effectivement prouver que la stratégie interne fait partie

---

<sup>20</sup> Allen D. Hertzke, *Representing God in Washington. The Role of Religious Lobbies in the American Polity* (Knoxville: The University of Tennessee Press, 1988), 49.

<sup>21</sup> Gais et Walker Jr, «Pathways to Influence in American Politics», 119.

<sup>22</sup> Hertzke, *Representing God in Washington*, 69.

<sup>23</sup> Lorsque l'auteur parle de insider et outsider lobbying, il s'agit de stratégies internes et externes. Daniel J. B. Hofrenning, *In Washington but not of it: The Prophetic Politics of Religious Lobbyists* (Philadelphia: Temple University Press, 1995), 126.

des plans tactiques de la droite religieuse, il n'en demeure pas moins que cette dernière est plus efficace lorsqu'elle utilise une stratégie externe<sup>24</sup>.

La typologie de Gais et Walker constitue alors un outil important pour comprendre comment la droite religieuse peut influencer le Parti républicain. Cependant, les auteurs se trompent lorsqu'ils affirment qu'un mouvement n'adopte qu'une stratégie à la fois, puisque le cas de la droite religieuse prouve le contraire. Si l'on admet qu'il existe bien deux grands types de stratégies, quels sont, en revanche, les facteurs qui déterminent leur adoption par un groupe d'intérêt ?

#### Facteurs qui conditionnent les stratégies

Plusieurs facteurs vont influencer un mouvement lorsqu'il choisira une stratégie. Selon Kenneth Wald, les moyens qu'utilisent les groupes religieux américains pour influencer les partis politiques sont conditionnés par le cadre institutionnel américain. En effet, le système américain donne lieu à une fragmentation des décisions politiques, en raison de la division marquée entre le pouvoir législatif, judiciaire et exécutif. Également, la fragmentation existe pour les différents paliers de gouvernements, où les responsabilités sont clairement divisées entre celles locales, des États et du fédéral<sup>25</sup>. Cette complexité permet aux groupes de pression d'adopter une multitude de stratégies selon qu'ils cherchent à influencer le personnel politique local, du Congrès ou des États. En outre, dépendant de l'enjeu défendu par un mouvement, les stratégies adoptées pourront cibler un palier de gouvernement en particulier.

---

<sup>24</sup> Clyde Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 91.

<sup>25</sup> Wald, *Religion and Politics in the United States*, 125.

Clyde Wilcox affirme également que le système politique, et plus particulièrement les partis politiques, influence le choix d'adopter telle ou telle stratégie. L'absence d'une réelle discipline de parti au Congrès, la tenue d'élections législatives aux deux ans, ainsi que le mode de financement des campagnes électorales permet aux groupes de pression d'influencer le personnel politique, notamment par du lobbying<sup>26</sup>. De même, les membres du Congrès recherchent la présence des lobbyistes car ces derniers peuvent leur procurer l'information nécessaire pour voter un projet de loi, ou l'amender, mais également parce que les groupes de pression peuvent financer leurs campagnes électorales, par le biais des *Political Action Committee* (PAC), comme l'autorise la Loi électorale<sup>27</sup>. La complexité du système politique, ainsi que la faiblesse des partis rend le personnel politique plus vulnérable à l'influence des groupes de pression, lorsqu'ils adoptent une stratégie interne.

Selon Thomas Gais et Jack Walker Jr, il existe deux facteurs qui vont conditionner les groupes de pression lorsqu'ils choisissent une stratégie. Le cadre institutionnel, la nature des partis politiques- qui sont des facteurs externes au mouvement- ne suffisent pas à expliquer ce qui motive l'adoption d'une stratégie par un groupe. Les facteurs internes au mouvement conditionnent également ce choix. Les facteurs internes sont le type d'organisation, la nature de la composition des membres et les sources de financement du groupe de pression<sup>28</sup>. Lorsqu'un mouvement possède une organisation décentralisée- soit une présence disséminée à travers le pays de chapitres locaux et régionaux- il est plus efficace pour lui d'adopter une stratégie externe car sa présence sur l'ensemble du territoire lui permet d'effectuer plus facilement des

---

<sup>26</sup> Wilcox, «The Dynamics of Lobbying the Hill», 89.

<sup>27</sup> Ibid., 90.

mobilisations de masse. À l'inverse, un mouvement plus centralisé est plus apte à adopter une stratégie interne comme du lobbying<sup>29</sup>.

La composition du membership détermine également l'adoption d'une stratégie. Un mouvement qui regroupe des individus selon la nature de l'emploi qu'ils occupent- un syndicat, un ordre professionnel- aura une composition relativement homogène. Selon les deux auteurs, plus un groupe est homogène, plus il aura tendance à choisir une stratégie interne. Au contraire, un mouvement considéré hétérogène, soit les groupes qui rassemblent des individus dont le point en commun est de militer pour un enjeu moral, sera plus influent s'il choisit d'utiliser en priorité une stratégie externe, telle qu'une mobilisation de masse pour des élections<sup>30</sup>.

Les sources de financement d'un mouvement conditionnent le choix de la stratégie. En effet, les groupes de pression qui dépendent exclusivement des cotisations des membres auront tendance à utiliser une stratégie externe pour influencer les partis politiques<sup>31</sup>. L'analyse de Gais et Walker Jr s'avère plus complète lorsqu'il s'agit de comprendre pourquoi la droite religieuse utilise plus souvent une stratégie externe qu'interne. En effet, elle constitue un mouvement plutôt décentralisé qui milite pour des enjeux plus moraux qu'économiques et qui dépend en grande partie des cotisations de ses membres. Toutefois, comme le montrent Wilcox et Wald, le cadre institutionnel, ainsi que la nature des partis politiques déterminent la décision que prend la droite religieuse d'adopter une stratégie. Doit-on pour autant conclure que celle-ci a toujours adopté les mêmes stratégies au cours des vingt dernières années ?

---

<sup>28</sup> Gais et Walker Jr, «Pathways to Influence in American Politics», 111.

<sup>29</sup> Ibid., 105.

<sup>30</sup> Ibid., 113.

<sup>31</sup> Ibid., 107.

## Changement dans les stratégies utilisées par la droite religieuse

### État de la littérature

Depuis les années 1980, la droite religieuse a changé de stratégie afin de demeurer influente. Matthew Moen distingue quatre phases qui caractérisent l'évolution des stratégies adoptées par la droite religieuse. La première phase commence en 1977 et s'achève en 1984, à la fin du premier mandat de Ronald Reagan, que l'auteur qualifie de période expansionniste. En effet, on constate une augmentation des capacités d'organisation du mouvement, un plus grand marketing auprès des membres par le biais de lettres de sollicitation et une capacité à influencer «l'agenda-setting» du Parti républicain<sup>32</sup>. La seconde phase, d'après Moen, ne dure que deux ans (1985-1986) et elle demeure transitoire. On assiste à une réduction des capacités organisationnelles du mouvement, une diminution des ressources financières et une capacité moindre à influencer le Parti républicain. La phase d'institutionnalisation- troisième phase- s'étale de 1987 à 1994, où le mouvement mise sur un activisme de *grassroots* et qui intègre un nouveau groupe en 1989, la *Christian Coalition*<sup>33</sup>. Enfin, la dernière phase commence avec l'élection de républicains au Congrès en 1994, où le mouvement devient associé au pouvoir législatif.

Bien qu'ils ne fassent mention que de deux phases- avant et après les années 1990- Mark Rozell et Clyde Wilcox constatent qu'après son déclin survenu à la fin des années 1980, la droite religieuse s'est vue obligée de modifier certaines stratégies qu'elle utilisait auparavant si elle voulait demeurer influente. Les auteurs avancent trois raisons qui expliqueraient sa fin comme mouvement social désorganisé durant cette période.

---

<sup>32</sup> Matthew Moen, «The Evolving Politics of the Christian Right», *Political Science and Politics* 29 (1996), 462.

Tout d'abord, il fait peu d'efforts pour mettre en place des activités de mobilisation de masse, et possède donc peu de chapitres locaux. En second lieu, l'intolérance des membres envers les individus qui n'ont pas la même appartenance religieuse empêche le mouvement d'élargir son membership, ce qui lui aurait permis de créer de plus grandes mobilisations de masse. Enfin, le mouvement effectue peu d'efforts pour modifier son discours, afin de rejoindre un plus grand auditoire<sup>34</sup>. Ces trois raisons expliquent l'échec de la droite religieuse, à la fin des années 1980, à mobiliser un plus grand nombre de citoyens à sa cause.

Dès les années 1990, elle va se transformer pour être mieux en mesure d'utiliser une stratégie externe et devenir plus influente. Afin d'attirer plus de membres, dans le but de former des mobilisations de masse, elle va tempérer son discours. Toute référence biblique est retirée pour être remplacée par des termes plus séculiers<sup>35</sup>. On constate également un changement dans la thématique du mouvement, notamment lors des campagnes électorales. Les candidats qui se présentent comme des sympathisants de la droite religieuse mettent plutôt l'accent sur le niveau de taxation des contribuables, les problèmes de criminalité ou encore sur des enjeux économiques, plutôt que de parler continuellement de l'avortement ou du déclin de la moralité aux États-Unis. Steve Bruce affirme, au contraire, que le discours de la droite religieuse demeure trop radical, sectaire, ce qui rend le mouvement impopulaire aux yeux des Américains<sup>36</sup>.

Rozell et Wilcox affirment que la droite religieuse, à partir des années 1990, a également cherché à accroître la diversité de ses membres pour devenir plus

---

<sup>33</sup> *Id.*

<sup>34</sup> Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, «Second Coming: The Strategies of the New Christian Right», *Political Science Quarterly* 111 (1996), 272.

<sup>35</sup> *Ibid.*, 279.

<sup>36</sup> Steve Bruce, «The Inevitable Failure of the New Christian Right», *Sociology of Religion* 55 (1994), 239.

représentative des chrétiens conservateurs. La création de la *Christian Coalition* montre qu'il y a eu effectivement un effort pour ouvrir les portes du mouvement à des citoyens non fondamentalistes. En outre, une tentative a été faite pour attirer des membres non protestants comme des catholiques ou des Juifs orthodoxes. L'absence de diversité des membres est une des raisons qui peuvent expliquer le déclin de la *Moral Majority*, considérée trop sectaire<sup>37</sup>. L'intégration au sein de la droite religieuse de protestants, auparavant absents du mouvement, a permis à celle-ci d'élargir considérablement son nombre de sympathisants et d'accroître ses activités de mobilisation de masse. Toutefois, la faible présence de non protestants montre que ses capacités d'ouverture demeurent restreintes.

Afin d'améliorer la stratégie interne de la droite religieuse, celle-ci a dû effectuer des compromis pour les enjeux auxquels elle tenait. Ainsi, il lui a fallu adopter un discours plus conciliant, pragmatique et abandonner une partie des revendications qu'elle défendait<sup>38</sup>. Cependant, cette stratégie peut comporter le risque de diminuer la participation des membres, qui ne verront pas d'utilité à militer pour un discours qu'ils jugent «édulcoré». Effectuer des compromis peut, certes, améliorer l'image du mouvement, mais pourrait le vider de ses membres et alors les mobilisations de masse, qui constituent la stratégie la plus efficace de la droite religieuse, s'avèreraient plus difficiles à réaliser. En adoptant de nouvelles stratégies dans les années 1990, la droite religieuse est-elle devenue, pour autant, plus influente ?

---

<sup>37</sup> Rozell et Wilcox, «Second Coming: The Strategies of the New Christian Right», 284.

<sup>38</sup> Ibid., 286.

Selon la période étudiée, les interprétations des auteurs concernant l'influence de ce mouvement diffèrent. En effet, à la fin des années 1980, le déclin de certains groupes religieux, comme la *Moral Majority*, sert d'exemple pour affirmer que la droite religieuse est en perte de vitesse et que son influence ne devrait que diminuer. Steve Bruce montre qu'il existe trois facteurs qui prouvent que le mouvement devrait disparaître à court terme. Tout d'abord, l'appui potentiel à la droite religieuse serait plus faible que ce que certains analystes auraient observé<sup>39</sup>. Ensuite, le caractère quasi sectaire de chaque groupe religieux empêche qu'ils s'unissent afin de devenir plus influents. Enfin, selon Bruce, on sous-estimerait le potentiel de contre-mobilisation de mouvements opposés à la droite religieuse. Or, cette contre-mobilisation peut contrecarrer l'influence du mouvement<sup>40</sup>. Ainsi, le déclin de la droite religieuse est causé par des faiblesses internes au mouvement. Comme nous l'avons vu précédemment, il est vrai que les stratégies utilisées par le mouvement dans les années 1980 permettent de supposer une perte d'influence de sa part envers le système politique. Cependant, Bruce ne semble pas considérer qu'il pourrait modifier ses stratégies, prenant pour acquis que celui-ci ne saurait évoluer. La suite des événements prouve l'inexactitude de la théorie de Bruce.

Force est de constater qu'au début des années 1990, on assiste à la «renaissance» de la droite religieuse<sup>41</sup>. On constate qu'elle a quelque peu recentré son action au niveau

---

<sup>39</sup> Steve Bruce. *The Rise and Fall of the Christian Right. Conservative Protestant Politics in America 1978-1988* (Oxford: Calendon Press, 1988), 173.

<sup>40</sup> Ibid., 178.

<sup>41</sup> John Green conteste le terme de «renaissance» pour qualifier la réapparition du mouvement à l'avant-scène du système politique. Sa maturation, sa sophistication expliqueraient mieux son regain d'influence. John C. Green, «The Christian Right and the 1994 Elections: An Overview» dans Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, dir., *God at the Grass Roots. The Christian Right in the 1994 Elections* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1995), 1.

local et des États<sup>42</sup>. Malgré ce changement notable dans l'action du mouvement, certains auteurs affirment qu'il n'est pas en mesure de réellement influencer le personnel et le système politique. Selon Peter Kivisto, malgré qu'il ait modifié son discours, sa volonté de se faire percevoir comme une minorité persécutée, comme les Noirs et les femmes, est peu convaincante et discrédite ses revendications, qui ne sont pas prises au sérieux<sup>43</sup>. Bruce affirme, pour sa part, que l'accroissement de l'influence que le mouvement détient au sein du Parti républicain est en réalité néfaste pour le parti car cela l'éloigne du centre de l'échiquier politique. À terme, le Parti républicain pourrait vouloir se défaire de ce mouvement trop embarrassant et mettre fin à son influence<sup>44</sup>. Pour Clyde Wilcox, le problème ne se pose pas puisque selon lui, il est improbable que la droite religieuse puisse détenir une influence majeure au sein du Parti républicain au niveau fédéral. En outre, les organisations d'État du parti devraient retourner aux mains de républicains modérés d'ici les prochaines années<sup>45</sup>. Ainsi, pour ces trois auteurs, le regain d'influence du mouvement ne serait que provisoire, celui-ci étant voué à demeurer un acteur minoritaire sur la scène politique américaine.

Le résultat des élections de 1994 démontre l'inexactitude de ces prédictions et force les spécialistes de la droite religieuse à revoir leur théorie. L'interprétation de l'influence du mouvement va se faire sous deux angles d'analyse distincts. On va parler d'influence du mouvement au sein du Parti républicain, mais également de sa capacité à faire approuver des projets de loi qui constituent une réponse à ses revendications. En ce

---

<sup>42</sup> David C. Leege, «Coalitions, Cues, Strategic Politics, and the Staying Power of the Religious Right, or Why Political Scientists Ought to Pay Attention to Cultural Politics», *PS: Political Science & Politics* 25 (1992), 198-204. Voir aussi, Duane Murray Oldfield, *The Right and the Righteous. The Christian Right Confronts the Republican Party* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1996).

<sup>43</sup> Peter Kivisto, «The Rise or Fall of the Christian Right ?», *Sociology of Religion* 55 (1994), 223-227.

<sup>44</sup> Bruce, «The Inevitable Failure of the New Christian Right», 232.

qui concerne le premier angle d'analyse, les auteurs concèdent que la droite religieuse, notamment en tant que force électorale, détient une influence prépondérante au sein du Parti républicain. Selon Rozell et Wilcox, le faible taux de participation à ces élections a permis que la mobilisation des électeurs religieux donne la victoire aux républicains, dont certains sont issus du mouvement<sup>46</sup>. Cependant, les auteurs, dans un autre texte de 1997, constatent que le résultat des élections de 1996 nuance l'affirmation selon laquelle le mouvement détient une influence majeure dans la politique américaine. En effet, si la droite religieuse demeure encore un groupe électoral important, elle tend à servir de repoussoir pour les électeurs plus modérés qui pourraient être tentés de voter républicain, donnant alors la victoire au Parti démocrate<sup>47</sup>.

Lorsqu'il s'agit d'interpréter l'influence du mouvement dans sa capacité à faire approuver des projets de loi, la plupart des auteurs s'entendent pour dire que la droite religieuse a échoué à faire adopter ses revendications. Plus exactement, Clyde Wilcox constate que le Parti républicain, lors du *Contract with America* et de sa mise en œuvre, a tenté de favoriser sa branche conservatrice en économie, plutôt que sa branche plus religieuse du parti<sup>48</sup>. Duane Oldfield et Sara Diamond démontrent que si le mouvement est bien présent dans le paysage politique américain, il a néanmoins peu d'influence lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques qui répondent à ses revendications<sup>49</sup>.

---

<sup>45</sup> Clyde Wilcox, «Premillennialists at the Millenium: Some Reflections on the Christian Right in the Twenty-first Century», *Sociology of Religion* 55 (1994), 243-261.

<sup>46</sup> Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, «The Past as Prologue: The Christian Right in the 1996 Elections» dans Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, dir., *God at the Grass Roots. The Christian Right in the 1994 Elections* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1995), 256.

<sup>47</sup> Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, «Conclusion: The Christian Right in Campaign '96» dans Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, dir., *God at the Grass Roots. The Christian Right in the 1996 Elections* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1997), 255.

<sup>48</sup> Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 145.

<sup>49</sup> Oldfield, *The Right and the Righteous*, 229. Sara Diamond. *Not by Politics Alone. The Enduring Influence of the Christian Right* (New York: The Guilford Press, 1998), 240.

Également, selon Fritz Detwiler, les gains qu'a obtenus la droite religieuse en éducation sont plus que modestes dans la plupart des cas. La contre-mobilisation des opposants au mouvement tend à renverser les décisions qui ont été prises et souvent les nouvelles politiques s'éloignent encore plus des valeurs des groupes religieux<sup>50</sup>.

Il est évident qu'à la lumière des nouvelles lois adoptées depuis les années 1990, on peut difficilement prétendre que la droite religieuse exerce une influence «concrète» dans la mise en place de nouvelles lois. Toutefois, comme le montre Kenneth Wald, le mouvement a réussi à modifier le discours politique, c'est-à-dire à faire en sorte que les valeurs «traditionnelles» qu'il prônent deviennent des enjeux électoraux dont débattent les grands partis politiques<sup>51</sup>. Ainsi, il apparaît difficile d'interpréter l'influence que détient la droite religieuse puisque celle-ci est en constante évolution et qu'elle ne cesse de se restructurer. En outre, il existe une contradiction majeure concernant le mouvement. En effet, si en terme de force électorale la droite religieuse est un des mouvements sociaux les plus importants, il n'en demeure pas moins qu'elle connaît beaucoup moins de succès que les autres mouvements pour ce qui est de mettre en œuvre ses revendications. La droite religieuse possède un très grand potentiel d'influence du système politique, mais il semblerait que malgré tout, ses revendications soient rejetées par la population américaine qui les perçoit comme trop extrémistes. Comme la plupart des auteurs l'ont admis, il s'avère donc difficile de prévoir l'influence que pourrait détenir ce mouvement dans les années à venir.

---

<sup>50</sup> Fritz Detwiler. *Standing on the Premises of God. The Christian Right's Fight to Redefine America's Public Schools* (New York: New York University Press, 1999), 240.

<sup>51</sup> Wald, *Religion and Politics in the United States*, 263.

## CHAPITRE 2

### Le système scolaire américain

Afin de mieux comprendre pourquoi et comment la droite religieuse cherche de plus en plus à s'impliquer dans le domaine de l'éducation, il est nécessaire d'analyser, au préalable, le fonctionnement du système scolaire, et la répartition des responsabilités entre les localités, les États et le gouvernement fédéral. En effet, fidèle au système de poids et contrepois existant dans le système politique américain, les pouvoirs en éducation sont décentralisés et l'accent est mis sur le pouvoir local des commissions scolaires<sup>1</sup>. Contrairement à certains pays où les responsabilités tendent de plus en plus à être concentrées dans les mains du gouvernement central, le gouvernement fédéral américain- qui n'a créé qu'en 1979 un secrétariat à l'éducation- se préoccupe principalement de financer les programmes destinés aux étudiants nécessitant des besoins spécifiques, de récolter des données, et de faire des recherches concernant l'éducation<sup>2</sup>. Évidemment, la nouvelle réforme adoptée par le Congrès en 2002 risque de modifier la répartition des pouvoirs pour donner un rôle plus actif au gouvernement fédéral. Toutefois, on ne peut véritablement parler de centralisation de l'éducation.

Les États-Unis comptent près de 15 000 districts scolaires locaux. Chaque district possède une commission formée d'individus qui peuvent être élus ou désignés. Celle-ci se voit attribuer plusieurs fonctions qui peuvent diverger selon les États. Pour y siéger, il n'est pas nécessaire d'appartenir au milieu de l'éducation, le lieu de résidence étant le

---

<sup>1</sup> Dean L. Webb, Arlene Metha et K. Forbis Jordan. *Foundations of American Education* (Upper Saddle River: Prentice Hall, 2000), 430.

<sup>2</sup> Charles Ballarin. *Le système éducatif américain* (Sèvres: Centre International d'Études Pédagogiques, 1996), 23.

seul critère pour pouvoir participer. La commission met en œuvre des politiques qui concernent le fonctionnement des écoles relevant de son district, gère les infrastructures, emploie le personnel du district, fournit le matériel scolaire et fixe les impôts qui serviront à financer les établissements scolaires publics du district. Lorsque l'État le permet, la commission scolaire est responsable du programme pédagogique des écoles<sup>3</sup>. Bien que donnant l'impression de posséder une marge de manœuvre quasi infinie, la commission scolaire est néanmoins soumise au contrôle de l'État. De plus en plus, ce dernier impose des critères d'embauche pour les enseignants, vérifie le budget adopté par la commission scolaire, impose des examens standardisés pour les élèves à l'ensemble de l'État, etc. En définitive, même si la commission scolaire est investie de pouvoirs non négligeables, c'est l'État qui décide de la création d'une commission et c'est également lui qui est habilité à l'abolir<sup>4</sup>.

Dans le partage des pouvoirs en éducation aux États-Unis, l'État tend à devenir un acteur de plus en plus important. Celui-ci, par l'intermédiaire de ses agences administratives, est responsable de mettre en place des politiques générales en éducation, diffuser l'information concernant les écoles, fournir une assistance technique aux écoles et déboursier des fonds destinés aux districts locaux<sup>5</sup>. Généralement, un État possède un Conseil d'éducation (*state board of education*) et un ministère ou secrétariat d'éducation (*state department of education*). L'individu qui dirige le ministère peut être un commissaire (*commissioner of education*) ou un surintendant (*superintendent of public instruction*). Selon les États, il peut être élu ou désigné par le gouverneur ou le Conseil

---

<sup>3</sup> Webb et al., *Foundations of American Education*, 433.

<sup>4</sup> Ballarin, *Le système éducatif américain*, 26.

<sup>5</sup> Webb et al., *Foundations of American Education*, 439.

d'État à l'éducation<sup>6</sup>. Le rôle principal de l'État est de vérifier que les critères qu'il définit en éducation sont respectés au niveau local. Cependant, ceux-ci tendent à être de plus en plus précis et contraignants pour les commissions scolaires locales, ce qui contribue à augmenter le pouvoir de l'État en éducation au détriment des instances locales.

Le financement de l'éducation américaine reflète la répartition des pouvoirs dans ce domaine car plus de 90% de l'argent destiné à l'éducation provient des impôts locaux et des États<sup>7</sup>. En effet, sur une moyenne nationale, 44.2% des revenus proviennent des impôts locaux, 48.9% des États et seulement 6.9% du fédéral. Le financement de l'éducation américaine a pour but l'équité, le choix et la qualité<sup>8</sup>. L'équité se réfère à une égalité d'opportunité pour les élèves. Le choix invoque la liberté pour les commissions scolaires d'établir le niveau de taxation qu'elles désirent. La qualité signifie que le financement de l'éducation doit servir à obtenir un enseignement adéquat envers les élèves, en engageant des enseignants qualifiés.

Face à l'existence d'inégalités dans les revenus entre les différents districts scolaires, l'État finance le système afin d'aplanir les différences. Le *Foundation Plan* fournit la différence entre un montant fixé par élève et le montant que le district peut récolter via les impôts locaux. D'autres programmes, principalement des fonds d'État, comme les *Power Equalization Programs*, *Flat Grants* visent également à enrayer les différences de revenus avec des méthodes relativement similaires au *Foundation Plan*. Enfin, l'État apporte un soutien financier aux élèves requérant des besoins spécifiques par l'intermédiaire du *Categorical Funding*.

---

<sup>6</sup> Ballarin, *Le système éducatif américain*, 25.

<sup>7</sup> Stephen D. Sugarman, «School Choice and Public Funding» dans Stephen D. Sugarman et Frank R. Kemerer, dir., *School Choice and Social Controversy: Politics, Policy and Law* (Washington: Brookings Institution Press, 1999), 111-139.

Le gouvernement fédéral, qui fournit moins de 7% des revenus, concentre ses dépenses sur des programmes venant en aide aux élèves de familles à faible revenu- les programmes *Even Start*, *Head Start*, les repas gratuits dans les écoles publiques- pour l'éducation bilingue, l'enseignement technique et professionnel. La mise en place d'une réforme de l'éducation au niveau fédéral risque de modifier quelque peu les paramètres de financement du système. Un plus grand financement signifierait une plus grande intrusion de celui-ci dans le champ de compétence des États et des localités. Il n'est pas certain que l'ensemble des citoyens américains partage le regain d'intérêt du fédéral envers l'éducation.

### **Importance de l'éducation pour la droite religieuse**

#### Le système scolaire véhiculerait la religion «séculière-humaniste»

Il ne fait aucun doute que, étant donné le nombre élevé d'organisations chrétiennes conservatrices dédiées à l'éducation, cette dernière occupe une place importante au sein de la droite religieuse. Celle-ci s'inquiète de l'influence omnipotente de la « religion séculière-humaniste » dans les écoles publiques, religion qui entrerait directement en conflit avec les valeurs chrétiennes prônées par les parents de la droite religieuse. Celle-ci définit l'humanisme séculier comme un refus de la divinité de Dieu, où l'être humain se place au centre de l'univers, la négation de la notion absolue du bien et du mal et le refus de considérer la Bible comme source ultime de vérité- car écrite par

---

<sup>8</sup> Webb et al., *Foundations of American Education*, 444.

des hommes<sup>9</sup>. Selon le président de la NACE-CEE, l'enseignement dans les écoles relèverait de cette « religion » car « *Almost all our curriculum bases the instruction unit on a humanist worldview, with all its anti-christian worldly values* »<sup>10</sup>. Sont considérés comme faisant la promotion de la religion séculière-humaniste l'enseignement de la théorie de l'évolution, le multiculturalisme ou encore l'enseignement global par le programme *Outcome-Based Education* (OBE). OBE est un programme qui vise l'atteinte de résultats établis par les écoles publiques ou les États. Ces résultats constituent l'amélioration des performances des élèves lorsqu'ils terminent leurs études secondaires<sup>11</sup>. Les outils utilisés pour atteindre ces résultats peuvent varier entre les États et les écoles. Il est entendu que tous ces enseignements vont à l'encontre des valeurs des parents chrétiens fondamentalistes qui voient là une menace à leur autorité parentale, ainsi qu'un possible lavage de cerveau chez leurs enfants.

En affirmant que l'humanisme séculier est une religion qui se propage dans l'ensemble du système éducatif américain, la droite religieuse remet en question l'idée de la neutralité des écoles, dans la perspective de séparation entre l'État et l'Église<sup>12</sup>. Ainsi, si la religion «séculière-humaniste» est présente dans les écoles publiques, ces dernières devraient accepter que la religion chrétienne fasse partie intégrante du système scolaire car, après tout, si l'on accepte l'humanisme séculier, pourquoi n'autoriserait-on également le christianisme ? Le développement du concept de « religion séculière-humaniste » permet donc à la droite religieuse de légitimer ses demandes ininterrompues

---

<sup>9</sup> Steve Bruce. *The Rise and Fall of the Christian Right. Conservative Protestant Politics in America 1978-1988* (Oxford: Calendon Press, 1988), 77.

<sup>10</sup> Robert L. Simonds, «Rescue 2010 Strategy», *Citizens for Excellence in Education*, février 1998: <http://www.nace-cee.org/ceestrategy.htm>, 2.

<sup>11</sup> Richard P. Manatt. *When Right is Wrong. Fundamentalists and the Public Schools* (Lancaster: Technomic Publishing Co., 1995), 8.

du retour de la prière dans les écoles publiques, de l'enseignement du créationnisme comme science exacte, etc. Enfin, les problèmes que connaît le système scolaire américain seraient apparus avec la nouvelle mise en place de cette nouvelle « religion », permettant ainsi à certains leaders de la droite religieuse d'affirmer que l'éducation aux États-Unis était plus efficace lorsque les valeurs religieuses chrétiennes dominaient dans les écoles<sup>13</sup>.

### Promotion des droits parentaux

Un second aspect en éducation, qui préoccupe la droite religieuse, est celui de l'importance des droits parentaux. La plupart des Américains considèrent que les parents doivent avoir un certain droit de regard sur l'éducation qui est donnée à leur enfant. Ainsi, lorsque la droite religieuse revendique plus de droits parentaux comme celui de choisir son école (à tout le moins au sein du système public) ou de remettre plus de pouvoir aux mains des parents, l'opinion publique américaine n'est pas totalement hostile à ses propositions. De plus, promouvoir un retour du pouvoir décisionnel à un niveau plus local répond à une certaine méfiance qu'éprouve la population envers les gouvernements et plus particulièrement le gouvernement fédéral. Également, la revendication des droits parentaux s'insère dans une volonté de renouveler l'importance des valeurs familiales, dans une nation qui fait face à un déclin de la « moralité ».

Pour beaucoup de parents appartenant à la droite religieuse, les écoles publiques sont une extension de l'institution divine qu'est la famille. Le pouvoir au sein des écoles

---

<sup>12</sup> Charles L. Glenn. *The Ambiguous Embrace. Government and Faith-Based Schools and Social Agencies* (Princeton: Princeton University Press, 2000), 20.

<sup>13</sup> Fritz Detwiler. *Standing on the Premises of God. The Christian Right's Fight to Redefine America's Public Schools* (New York: New York University Press, 1999), 77.

devrait donc incomber aux parents des élèves<sup>14</sup>. Cependant, selon la NACE-CEE, les parents perdent de plus en plus le contrôle de l'éducation de leurs enfants lorsqu'ils étudient dans des écoles publiques, allant à l'encontre du devoir parental ordonné par Dieu<sup>15</sup>. Or, si les écoles publiques respectaient réellement le droit de regard des parents sur le contenu de l'éducation de leur enfant, elles transmettraient aux élèves les valeurs « divines » (ou bibliques), soit le bien et le mal, la promotion de la préservation de la famille, le respect de l'autorité parentale. La volonté de préserver l'institution divine de la famille peut s'étendre jusque dans l'interdiction de mettre en place un programme de déjeuners et dîners gratuits dans les écoles, car cela mine l'autorité parentale, étant donné que le gouvernement usurpe la responsabilité qui est « divinement » donnée à la famille<sup>16</sup>. Il apparaît clairement que pour la droite religieuse, le respect des droits parentaux réside dans une christianisation des écoles publiques, même si cela va à l'encontre de la volonté de la majorité des parents d'élèves.

### Crise au sein du système scolaire

Pour beaucoup des membres de la droite religieuse, ainsi qu'au sein du reste de la population américaine, le système scolaire serait en crise. L'incapacité à alphabétiser correctement une proportion, de plus en plus élevée, d'élèves est un problème qui remet directement en cause l'efficacité du système scolaire public américain. Ainsi, dans les milieux urbains - au centre ville-, où sont regroupées les populations généralement défavorisées, près de 70% des élèves de quatrième année du primaire sont incapables de

---

<sup>14</sup> Ibid., 9.

<sup>15</sup> Simonds, «Rescue 2010 Strategy», 3.

<sup>16</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 201.

lire correctement<sup>17</sup>. Selon Robert L. Simonds, si les écoles publiques réussissent moins bien que celles du secteur privé, cela est dû à un enseignement qui demeure superficiel et qui préfère mettre l'accent sur les émotions plutôt que sur un enseignement académique plus classique<sup>18</sup>. Pour plusieurs leaders de la droite religieuse, l'amélioration de l'enseignement dans les écoles publiques résiderait dans un retour à un enseignement qui prévalait il y a quelques décennies, soit plus traditionnel, qui diffère de l'actuel, le OBE. L'essentiel serait d'assimiler les connaissances de base dans chaque matière et d'abandonner la promotion de valeurs séculières et humanistes.

Parmi les maux dont sont affligées les écoles, on retrouve le problème répandu de la violence, que déplore Robert Simonds<sup>19</sup> dans une lettre adressée à ses membres où il déclare que « *The physical safety of Christian (and all) students is "at great risk" in public schools, as gangs and on campus weapons have become common on public schools campuses* »<sup>20</sup>. Également, au sein de *People For the American Way*, organisme pourtant laïc et souvent en opposition avec la droite religieuse, le constat est le même dans un texte où il est affirmé que « *some public schools, especially in our urban areas, aren't safe and aren't working* »<sup>21</sup>. Malgré un discours unanime, les causes du problème diffèrent selon les groupes laïcs et religieux. Pour ces derniers, la violence est une conséquence du retrait de la religion chrétienne du système scolaire, entraînant une diminution de la moralité<sup>22</sup>. Ainsi, l'éducation tient réellement une place importante au

<sup>17</sup> États-Unis. Maison Blanche. «No Child Left Behind», <http://www.whitehouse.gov/news/reports/no-child-left-behind.html#2>

<sup>18</sup> Simonds, «Rescue 2010 Strategy», 3.

<sup>19</sup> Président de *Citizens for Excellence in Education*.

<sup>20</sup> Ibid., 4.

<sup>21</sup> People for the American Way, «The Religious Right and America's Public Schools», résumé de *A Right Wing and a Prayer: The Religious Right and Your Public Schools* (Washington: People For the American Way Press, 1997).

<sup>22</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 64.

sein de la droite religieuse, mais quelles sont les revendications avancées plus spécifiquement par celle-ci ?

### **Revendications défendues par la droite religieuse**

#### Le *School Choice*

Parmi les revendications souvent avancées par la droite religieuse, on constate celle d'accorder plus de liberté aux parents lorsqu'il s'agit de choisir l'école que fréquentera leur enfant (*School Choice*). Face à un système scolaire dont on ne cesse de décrier les ratés, le concept de libre choix séduit de plus en plus de parents d'élèves qui s'inquiètent des problèmes de violence au sein des écoles, qui constatent un enseignement quelque peu médiocre ou qui désireraient envoyer leurs enfants dans le système privé sans que cela constitue un fardeau financier insurmontable.

Le libre choix revêt plusieurs formes. Ainsi, il peut consister à être en mesure de déterminer librement son école publique à l'intérieur du même district, comme cela se fait déjà dans plusieurs districts scolaires. Toujours au sein du système public, le choix pourrait être effectué, non pas uniquement dans un district, mais dans l'ensemble de la région ou de l'État. Également, l'existence de *charter schools* dans plus de la moitié des États américains permet aux parents, sans quitter le système public, de déterminer l'école qui conviendrait le mieux à leur enfant.

Une *charter school* se veut une alternative aux écoles conventionnelles puisqu'elle n'est pas soumise aux mêmes réglementations que l'école publique de quartier. Elle est imputable envers le district ou l'État pour ce qui concerne les résultats

académiques et le respect de sa charte, et ne doit pas être sectaire<sup>23</sup>. Cependant, elle possède une plus grande marge de manœuvre que la simple école de quartier pour administrer l'établissement ou choisir la pédagogie qu'elle préfère. Cette liberté contribue à accroître son succès auprès de beaucoup de parents d'élèves.

Le libre choix ne se limite pas uniquement au système public, le concept de *vouchers* (bon d'étude) et de crédits d'impôt étant de plus en plus présents dans le débat portant sur le *School Choice*. Les déductions d'impôt peuvent servir à réduire les dépenses des parents liées à l'éducation (achat de manuels, activités parascolaires, coûts de transport, etc.) ou encore lorsque des individus font des contributions auprès d'organismes fournissant des bourses d'études aux élèves à faible revenu. Quatre États ont mis en place ce système de crédits d'impôt<sup>24</sup>. À l'inverse, les *vouchers* sont des montants alloués à des familles provenant de milieux défavorisés, afin de leur permettre de choisir une école (publique ou privée) lorsque celle que fréquente leur enfant est considérée médiocre. La qualité de l'école est déterminée, entre autres, grâce aux résultats obtenus par les élèves aux examens nationaux. Ces *vouchers* peuvent être financés par des fonds publics ou des fondations privées. Actuellement, l'État de la Floride est le seul État où cette formule de *vouchers* existe<sup>25</sup>.

Les tenants de la droite religieuse appuient fortement les réformes en faveur d'un plus grand choix pour les parents, notamment pour ce qui est des *vouchers* et crédits d'impôt. Beaucoup de parents ont déjà des enfants inscrits dans des écoles privées religieuses et rechignent à l'idée de devoir financer un système public qu'ils n'utilisent

---

<sup>23</sup> WestEd et United States Department of Education. «Overview of Charter Schools»: [http://www.uscharterschools.org/pub/uses\\_docs/gi/overview.htm](http://www.uscharterschools.org/pub/uses_docs/gi/overview.htm)

<sup>24</sup> Jennifer Garrett, «Progress on School Choice in the States», *The Heritage Foundation Backgrounder*, 16 mai 2001, 1.

pas. Pour certains, dont les enfants fréquentent encore les écoles publiques, des *vouchers* disponibles pour la totalité des familles- et non pas uniquement pour les familles à faible revenu- leur permettraient de retirer leur enfant d'un système jugé séculier et non conforme à leurs valeurs<sup>26</sup>. Ce type de *vouchers* équivaldrait quasiment à privatiser le système éducatif américain, ce qui ne saurait déplaire à certains leaders de la droite religieuse<sup>27</sup>.

Afin de convaincre la population de l'aspect positif du libre choix et de l'amélioration du système scolaire qui s'ensuivrait, plusieurs arguments ont été avancés. Selon le *Heritage Foundation*, le *School Choice* permettrait d'améliorer les performances scolaires des élèves<sup>28</sup>. En effet, cette conclusion découle de plusieurs recherches qui ont comparé les résultats d'élèves dans les écoles publiques et privées, où ceux du privé obtenaient de meilleurs résultats. Également, il a été démontré que les élèves afro-américains qui, grâce aux *vouchers*, fréquentaient le système privé, y faisaient des progrès significatifs depuis leur entrée. En outre, le *School Choice* aiderait les familles à faible revenu, leur évitant de devoir inscrire leur enfant dans l'école de quartier, souvent considérée médiocre. Le libre choix favoriserait la concurrence, donc devrait, en théorie, améliorer la qualité des écoles publiques, puisqu'elles seraient obligées d'améliorer leurs performances pour ne pas perdre leurs meilleurs élèves<sup>29</sup>. Enfin, le libre choix donnerait lieu à une plus grande implication des parents à l'égard de l'éducation de leur enfant car ils seraient obligés de s'informer afin d'être en mesure de faire un choix éclairé pour déterminer l'école que fréquenterait leur enfant.

---

<sup>25</sup> Ibid., 2.

<sup>26</sup> Clyde Wilcox. *Onward Christian Soldiers ?*, 119.

<sup>27</sup> Voir Simonds, «Rescue 2010 Strategy»: « *We must go back to what worked best for America. The only way to do this is to privatize all public education* », 4.

Confier l'entière responsabilité du choix de l'école aux parents peut certes avoir des conséquences moins positives que celles qui sont énoncées par le *Heritage Foundation*. On peut se demander si la disponibilité de l'information qui concerne les écoles est complète et distribuée équitablement aux parents, et si ces derniers sont réellement en mesure d'effectuer un choix éclairé<sup>30</sup>. On peut supposer que la mise en place d'un système laissant une liberté totale aux parents pourrait avoir comme risque d'accroître la ségrégation, d'éliminer une certaine mixité sociale et ethnique. Également, l'argument voulant que le libre choix puisse entraîner des dépenses moindres n'a pas forcément toute sa validité. En effet, cet argument découle souvent de comparaisons entre les dépenses du secteur public et privé où ce dernier requiert moins de fonds. Toutefois, cela est dû principalement au fait que le système privé accueille peu d'élèves ayant des besoins spécifiques, et donc plus onéreux. Ainsi, le *School Choice* n'amènerait pas forcément une diminution des dépenses<sup>31</sup>. L'adoption d'un libre choix pour les parents serait susceptible de satisfaire la droite religieuse, mais ne pourrait constituer un argument en faveur d'une réduction des dépenses publiques.

En parallèle au mouvement qui préconise la mise en place de *vouchers*, le *homeschooling* (étudier à la maison) est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur dans l'ensemble des États-Unis. Le *homeschooling* est officiellement légal dans l'ensemble des États américains depuis 1993<sup>32</sup>. Actuellement, plus de 2% des

---

<sup>28</sup> Garrett, «Progress on School Choice in the States», 8.

<sup>29</sup> Ibid., 10.

<sup>30</sup> Jeffrey R. Henig, «School Choice Outcomes» dans Stephen D. Sugarman et Frank R. Kemerer, dir., *School Choice and Social Controversy: Politics, Policy and Law* (Washington: Brookings Institution Press, 1999), 68-108.

<sup>31</sup> Ibid., 82.

<sup>32</sup> Scott W. Somerville, «The Politics of Survival: Home Schoolers and the Law », *Home School Legal Defense Association*, 30 mai 2001, 4.

élèves sont instruits par leurs parents à l'extérieur des institutions publiques et privées<sup>33</sup>. De même, alors qu'on ne comptait que 300 000 élèves à la maison en 1992, le nombre était passé à plus d'un million en 1998<sup>34</sup>. Le mouvement de *homeschooling* représentait principalement, dans les années 60, 70, des familles d'intellectuels de gauche, mais depuis une vingtaine d'années, les parents qui enseignent à leurs enfants proviennent en grande partie des milieux chrétiens évangélistes, fondamentalistes<sup>35</sup>. Ces derniers choisissent de retirer leurs enfants des écoles publiques du fait d'un enseignement jugé trop séculier, de l'impossibilité d'inclure dans le programme scolaire une instruction religieuse. En outre, depuis les années 90, le *homeschooling* s'explique également par la volonté des parents de ne pas exposer leurs enfants à des écoles où l'on rencontre des problèmes de violence (ex : la tuerie de Columbine) et de drogue, des classes surpeuplées. Ils cherchent à soustraire leur progéniture d'un système qu'ils jugent, non seulement peu religieux, mais aussi médiocre<sup>36</sup>.

S'ils ne fréquentent pas le système scolaire, les enfants du *homeschooling* n'en demeurent pas moins instruits puisqu'ils se situent largement au-dessus de la moyenne des résultats académiques nationaux. La plupart du temps, quatre heures par jour sont consacrées à l'enseignement de base de l'anglais, des mathématiques et des sciences, tandis que le reste de la journée est alloué à des activités sportives ou religieuses<sup>37</sup>.

Les parents possèdent une grande marge de manœuvre pour leur enseignement car l'État ne leur impose que des critères minimaux. Généralement, il est demandé que l'enseignement soit pratiquement équivalent à celui donné dans les écoles publiques et

---

<sup>33</sup> Ibid., 20.

<sup>34</sup> Webb et al., *Foundations of American Education*, 382.

<sup>35</sup> Manatt. *When Right is Wrong*, 131.

qu'il inclue les matières exigées par la législation de l'État. De plus, le parent doit être jugé qualifié pour enseigner. Il n'est cependant pas nécessaire qu'il possède un diplôme d'enseignement. Également, il doit fournir régulièrement des rapports au district scolaire et doit prouver qu'il enseigne un minimum d'heures par jour à ses enfants<sup>38</sup>. Néanmoins, ces règles peuvent être plus ou moins contraignantes selon les États car, bien que le *homeschooling* soit légal dans l'ensemble des États-Unis, il demeure plus accepté dans les États du Sud qu'en Nouvelle-Angleterre.

Le *homeschooling* ne risque pas de disparaître, surtout tant que les écoles publiques n'offriront pas d'instruction religieuse, incitant encore d'autres parents à garder leurs enfants à la maison. Toutefois, le phénomène demeure marginal, ne serait-ce que parce qu'il engendre de lourds coûts financiers pour les familles et qu'il demande qu'un parent puisse être suffisamment qualifié pour enseigner à ses enfants. La mise en place de *vouchers* pourrait donc permettre aux parents religieux d'envoyer leurs enfants à l'école privée plutôt que de continuer à enseigner à la maison.

### Retour de la prière dans le système scolaire

Le retour de la prière dans les écoles constitue une seconde revendication souvent défendue par la droite religieuse. Bien qu'il existe officiellement une séparation entre l'Église et l'État, jusque dans les années 60, la plupart des écoles autorisaient la récitation d'une prière à l'intérieur des enceintes scolaires. À la demande de parents qui s'opposaient à cette pratique, la cause fut amenée jusqu'en Cour suprême, où le

---

<sup>36</sup> Sara Diamond. *Not by Politics Alone. The Enduring Influence of the Christian Right* (New York: The Guilford Press, 1998), 175

<sup>37</sup> *Ibid.*, 176.

<sup>38</sup> Webb et al., *Foundations of American Education*, 383.

jugement *Engel v. Vitale* (1962) confirma l'inconstitutionnalité de la prière à l'école<sup>39</sup>. Des prières qui seraient imposées par l'État, la lecture obligatoire de la Bible, ainsi que les prières volontaires et la lecture de la Bible en classe par une initiative des élèves sont toutes des pratiques jugées inconstitutionnelles<sup>40</sup>. Malgré la décision de la Cour suprême, beaucoup de parents appartenant à la droite religieuse n'admettent toujours pas cet état de fait. Cependant, une alternative à la prière religieuse existe dans la moitié des États et consiste en un moment de silence qui, s'il ne vise pas à mettre en place une prière, demeure légal. Également, le Congrès américain a adopté en 1984 une loi (le Equal Access Act) visant à permettre à des groupes d'étudiants religieux de se réunir à l'intérieur de l'enceinte scolaire, en dehors des heures de classe, si l'initiative ne provient pas d'enseignants.

Le moment de silence et le Equal Access Act montrent qu'il y a véritablement une volonté d'accommoder les franges plus religieuses de la population américaine, tout en respectant la séparation de l'Église avec l'État. Malgré ces efforts, la droite religieuse continue de revendiquer un retour pur et dur de la prière dans les écoles. Cette demande ininterrompue depuis 40 ans s'inscrit dans le mouvement de dénonciation de la sécularité du système scolaire américain. Le retour de la prière dans les écoles publiques permettrait à certains parents de remettre leur enfant au sein du système public. Également, l'existence de la prière pourrait entraîner une hausse de la moralité aux États-Unis. Enfin, retourner à un système qui prévalait avant les années 60 indiquerait que l'on respecte la nature réelle du pays, soit celui d'être avant tout une nation « judéo-

---

<sup>39</sup> Barbara B. Gaddy, William T. Hall et Robert J. Marzano. *Schools Wars. Resolving our Conflicts Over Religion and Values* (San Francisco: Jossey-Bass Publishers, 1996), 187.

<sup>40</sup> Webb et al., *Foundations of American Education*, 372.

chrétienne »<sup>41</sup>. Le retour de la prière dans les écoles publiques est ainsi plus qu'une simple demande aux yeux de la droite religieuse, cela constitue une réelle nécessité pour les États-Unis.

### Contenu des programmes et des cours

Certaines matières scolaires enseignées dans le système public constituent un affront aux valeurs chrétiennes de certains parents. Parmi les revendications de la droite religieuse pour l'abolition de certaines matières, l'enseignement de la théorie de l'évolution en sciences, les cours d'éducation sexuelle pour les adolescents ou encore l'enseignement du multiculturalisme représentent les cours les plus controversés.

La théorie de l'évolution est rejetée par la droite religieuse, principalement parce que l'acte de Dieu est inexistant dans l'explication de la création de l'univers<sup>42</sup>. La théorie de Darwin nie le rôle primordial d'un créateur divin, s'opposant aux textes bibliques affirmant que Dieu créa la Terre en six jours. En outre, l'hypothèse voulant que l'être humain soit le fruit du hasard remet directement en cause les fondements religieux chrétiens. Ainsi, l'enseignement de la théorie de l'évolution constitue une menace pour les parents d'élèves chrétiens fondamentalistes, car elle remet en cause la vérité suprême de la Bible, et cette dernière est alors considérée comme un simple ouvrage littéraire. Afin de contrer l'influence potentielle que pourrait avoir cette théorie auprès d'élèves chrétiens, la droite religieuse revendique que le créationnisme puisse être enseigné au même titre que la théorie de l'évolution ou, encore mieux, qu'il le remplace.

---

<sup>41</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 190.

<sup>42</sup> Gaddy et al., *Schools Wars*, 120.

Le créationnisme est une explication alternative de l'évolution de l'univers, basée sur les écritures saintes. Par exemple, selon cette théorie, l'âge de la Terre oscillerait aux environs de 10 000 à 15 000 ans, contrairement à la théorie de l'évolution où l'estimation se situe en milliards d'années<sup>43</sup>. Bien que pour la majorité de la communauté scientifique, le créationnisme constitue une doctrine religieuse, de multiples efforts ont été entrepris ces dernières décennies par les défenseurs de la théorie pour la rendre scientifique aux yeux du public<sup>44</sup>. Ainsi, une grande partie du vocabulaire religieux a été remplacé par un vocabulaire plus séculier et scientifique. En affirmant que le créationnisme constitue une science exacte, celui-ci devrait donc être enseigné au même titre que la théorie de l'évolution<sup>45</sup>. Toutefois, un jugement de la Cour suprême statua en 1987 (dans *Edwards v. Aguillard*) que le créationnisme n'était pas une science, mais bien une doctrine religieuse et que son enseignement constituait donc une violation de la séparation de l'Église et de l'État<sup>46</sup>. Malgré cette décision, son enseignement est toujours revendiqué par la droite religieuse. L'appui de quelques scientifiques et le peaufinement de la théorie donne des arguments à la droite religieuse pour qu'elle soit véritablement considérée comme une science<sup>47</sup>.

Bien que les cours d'éducation sexuelle n'occupent qu'une infime partie de l'enseignement au secondaire, la droite religieuse n'a cessé de chercher à éliminer ces cours des écoles publiques<sup>48</sup>. L'éducation sexuelle a pour but de prévenir la propagation du SIDA, de diminuer les grossesses chez les adolescentes, bref de promouvoir une

---

<sup>43</sup> Lee Tiffin. *Creationism's Upside-Down Pyramid. How Science Refutes Fundamentalism* (Amherst: Prometheus Books, 1994), 99.

<sup>44</sup> Ibid., 103.

<sup>45</sup> Voir Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 203 et Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?* 119.

<sup>46</sup> Manatt, *When Right is Wrong*, 7.

<sup>47</sup> Eric Buehrer, «Evolving Science Instruction», [American Family Association](http://www.afa.net/Education/eb101700.shtml), 17 octobre 2000.

sexualité sans risque pour la santé des adolescents. Malgré cet effort louable, les parents chrétiens craignent que ces cours visent plutôt à faire la promotion de mœurs homosexuelles, d'une contraception non naturelle et de ne présenter l'abstinence que comme un choix plutôt qu'une obligation morale<sup>49</sup>. Or, la seule éducation sexuelle valable pour la droite religieuse constitue à faire uniquement l'enseignement de l'abstinence tout en promouvant une sexualité à l'intérieur des liens du mariage<sup>50</sup>. En outre, les cours actuellement dispensés dans les écoles publiques auraient contribué à augmenter le taux de grossesse chez les adolescentes et non à le diminuer. Comme alternative à l'enseignement conventionnel, la droite religieuse propose que soit enseigné dans les écoles le programme *Sex Respect*, conforme à ses valeurs, bien que la Cour d'État de la Louisiane ait statué en 1992 que celui-ci diffusait de l'information médicale erronée<sup>51</sup>. Tant que les cours d'éducation sexuelle seront encore présents dans les écoles publiques, les parents appartenant à la droite religieuse continueront à s'opposer à son enseignement.

Si la théorie de l'évolution et les cours d'éducation sexuelle constituent la majorité des revendications de la droite religieuse visant à modifier les programmes scolaires, l'enseignement du multiculturalisme dans les écoles publiques est également réprouvé par certains parents chrétiens. Face à une population américaine de plus en plus diversifiée, l'introduction du multiculturalisme s'avère un juste reflet de la société actuelle. Pourtant, la droite religieuse s'inquiète que cela pourrait viser à réécrire

---

<sup>48</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 197.

<sup>49</sup> Gaddy et al., *Schools Wars*, 131.

<sup>50</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 197.

<sup>51</sup> Voir Manatt, *When Right is Wrong*, 6 et Gaddy et al., *Schools Wars*, 132.

l'histoire de la nation américaine, qu'ils estiment judéo-chrétienne<sup>52</sup>. Également, selon la droite religieuse, le multiculturalisme ferait la promotion d'une allégeance à des gouvernements étrangers et contribuerait à accentuer le déclin culturel des États Unis<sup>53</sup>.

### Disponibilité d'ouvrages controversés

La présence dans les écoles et bibliothèques scolaires d'ouvrages pouvant heurter la sensibilité des enfants préoccupe beaucoup de parents chrétiens religieux. Généralement, ces livres, que la droite religieuse voudrait mettre à l'index, font des références plus ou moins explicites à la sexualité, sont jugés très violents, font la promotion de rites païens et de sorcellerie<sup>54</sup>. Cependant, une grande partie de ces ouvrages ne doivent pas être obligatoirement lus dans le cadre d'un cours. La plupart du temps, ces livres sont accessibles dans les bibliothèques scolaires ou font partie d'une liste d'ouvrages facultatifs à lire pour un cours. Ainsi, les manuels et lectures obligatoires sont souvent acceptés par les parents, mais ce qui inquiète le plus ces derniers relève de la simple accessibilité des ouvrages aux enfants. Afin de légitimer la volonté de restreindre, sinon de bannir, l'accès à des ouvrages subversifs, la fragilité, l'influence potentielle que peuvent subir les enfants est invoquée pour se défendre de vouloir pratiquer la censure<sup>55</sup>. Bien que la droite religieuse puisse recueillir un certain appui du reste de la population pour quelques ouvrages jugés inadéquats, vouloir retirer de la circulation plusieurs livres remet en cause le principe de liberté d'expression, garanti par l'article un de la Constitution américaine.

---

<sup>52</sup> Gaddy et al., *Schools Wars*, 127

<sup>53</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 190.

<sup>54</sup> Pour des exemples d'ouvrages bannis par la droite religieuse, voir Gaddy et al., *Schools Wars*, 117.

<sup>55</sup> Diamond, *Not by Politics Alone*, 188.

En somme, la droite religieuse accorde une grande importance à tout ce qui touche au domaine de l'éducation, notamment parce que le système scolaire peut devenir un concurrent fort dangereux pour la famille chrétienne traditionnelle si la pédagogie, l'enseignement de certaines matières divergent grandement des valeurs qu'elle véhicule. Il devient alors nécessaire pour les parents de demeurer vigilants, afin d'éviter que leurs enfants puissent possiblement s'éloigner des fondements religieux et intégrer le rang des «séculiers-humanistes», ennemis des chrétiens fondamentalistes.

## CHAPITRE 3

### L'émergence de la droite religieuse comme force politique

#### Les années Reagan

Avant la présidence Reagan, les fondamentalistes et évangélistes, présents majoritairement dans le sud des États-Unis, ont généralement voté pour des candidats démocrates. Toutefois, depuis la fin des années 1960, on prédit que ce bastion d'électeurs va tendre de plus en plus à s'identifier aux républicains<sup>1</sup>. En effet, le mouvement pour les droits civils des Noirs dans les années 1960 a permis à ceux-ci de s'impliquer en politique, principalement auprès des démocrates. Pour beaucoup de Blancs du Sud des États-Unis, qui s'opposaient justement à la participation des Noirs en politique, le Parti démocrate devient de moins en moins compatible avec leur idéologie conservatrice, alors que le Parti républicain semble mieux correspondre à leurs attentes<sup>2</sup>. Dès 1976, on voit poindre une certaine implication des évangélistes dans le parti, où ces derniers s'associent en partie à la candidature infructueuse de Reagan lors des primaires présidentielles au sein du Parti républicain.

La campagne électorale présidentielle de 1980 va confirmer le réalignement des chrétiens fondamentalistes, évangélistes, etc., auprès du Parti républicain. Malgré que le président sortant Jimmy Carter soit plus proche- d'un point de vue d'appartenance religieuse- de ces chrétiens, que ne peut l'être le candidat Ronald Reagan, c'est pourtant à ce dernier qu'ils vont s'allier. En effet, Carter a été à la tête d'une Maison Blanche jugée

---

<sup>1</sup> Kevin P. Phillips, *The Emerging Republican Majority* (New Rochelle: Arlington House, 1969), 286-287.

<sup>2</sup> James A. Reichley, «Republican Ideology and the American Future» dans John K. White et John C. Green, dir., *The Politics of Ideas. Intellectual Challenges to the Party after 1992* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1995), 71.

trop libérale par ces chrétiens. À l'inverse, Reagan adopte un discours plutôt conservateur, où il est question de prôner le retour de la prière dans les écoles publiques, bannir l'avortement et les politiques de discrimination positive, enjeux qui ne sauraient déplaire à la droite religieuse<sup>3</sup>. Ce nouveau discours électoral fait partie de ce que Fritz Detwiler nomme *The Southern Strategy*, qui consiste à imaginer qu'en essayant de rejoindre le plus possible les électeurs blancs, conservateurs, religieux, du Sud- même si cela doit aliéner le vote des Noirs- cela devrait permettre aux républicains de gagner ces élections<sup>4</sup>. Ainsi, on voit se dessiner durant la campagne électorale une plus grande collaboration entre le candidat Reagan et la droite religieuse. Tandis que le Parti républicain adapte son discours en fonction des chrétiens conservateurs, les leaders religieux font, en contrepartie, des apparitions télévisées et à la radio, visant à appuyer la candidature de Reagan et à mobiliser leurs membres à voter pour le candidat républicain<sup>5</sup>. Toutes ces stratégies portent fruit puisque le jour des élections, Ronald Reagan l'emporte sur son rival grâce, notamment à l'appui massif de son nouvel électorat, les membres de la droite religieuse.

Bien que la droite religieuse ait voté pour les enjeux moraux que Reagan prônait, le début de son mandat est pourtant marqué par des mesures principalement économiques et militaires. D'ailleurs, le Congrès étant majoritairement démocrate, il est difficile de réellement mettre en oeuvre des projets de loi susceptibles de plaire à la droite religieuse. Ainsi, le Congrès rejette en 1982 deux propositions portant sur

---

<sup>3</sup> Allen D. Hertzke, «Harvest of Discontent: Religion and Populism in the 1988 Presidential Campaign» dans James L. Guth et John C. Green, dir., *The Bible and the Ballot Box. Religion and Politics in the 1988 Election* (Boulder: Westview Press, 1991), 5.

<sup>4</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 13.

<sup>5</sup> Bruce Nesmith, *The New Republican Coalition. The Reagan Campaigns and White Evangelicals* (New York: Peter Lang, 1994), 74.

l'interdiction de l'avortement<sup>6</sup>. Également, un projet d'amendement, visant à favoriser la prière à l'école, est défait en 1983. Néanmoins, une petite victoire est accordée à la droite religieuse en 1984, lorsque le Congrès adopte le *Equal Access Act*, qui permet aux groupes étudiants religieux de se réunir dans les locaux des écoles publiques américaines en dehors des heures de cours.

Si la droite religieuse ne peut réellement prétendre exercer une influence au niveau législatif durant cette période, il en est autrement de l'exécutif. En effet, dans le domaine de l'éducation, au sein du secrétariat à l'éducation, on peut noter la présence de Gary Bauer. Ce dernier est un sympathisant avoué du mouvement, étant le directeur du *Family Research Council*, institut de recherche conservateur. On constate également qu'Edwin Meese, conseiller du président Reagan, est un autre allié. En infiltrant l'administration présidentielle, la droite religieuse est en mesure de rivaliser avec les membres plus libertaires, qui prônent un désengagement du gouvernement en éducation, pour des motifs économiques et une école qui transmet les valeurs républicaines. Bien que la droite religieuse désire également abolir le département de l'Éducation, afin de redonner le pouvoir aux instances locales, elle s'oppose toutefois à une école laïque<sup>7</sup>. Peu après la parution de *A Nation at Risk* en 1983, rapport qui expose les problèmes du système scolaire public américain, les sympathisants de la droite religieuse vont tenter de convaincre le président Reagan d'adopter des solutions plus «religieuses» au problème. Cet effort ne sera pas vain car, durant la campagne électorale de 1984, le président sortant va réitérer, entre autres, son appui à un retour de la prière à l'école<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Ibid., 79.

<sup>7</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 163.

<sup>8</sup> John C. Green, James L. Guth et Cleveland R. Fraser, «Apostles and Apostates ? Religion and Politics among Party Activists» dans James L. Guth et John C. Green, dir., *The Bible and the Ballot Box. Religion and Politics in the 1988 Election* (Boulder: Westview Press, 1991), 115.

Le déroulement de la campagne électorale de 1984 va illustrer la montée en puissance des activistes religieux au sein du Parti républicain. En effet, lors de l'inauguration de la convention nationale du parti, une prière est récitée par le révérend James Robinson, un évangéliste texan, ancien membre de l'organisation *Roundtable*. De plus, la plate-forme électorale, élaborée durant la convention, remet à l'ordre du jour les habituelles revendications de la droite religieuse, soit d'effectuer un amendement à la constitution pour restreindre l'avortement, autoriser la prière et les réunions à caractère religieux dans les écoles publiques, etc. Enfin, la convention se termine par une bénédiction du révérend Jerry Falwell, le président de l'organisation *Moral Majority*<sup>9</sup>. En mettant l'accent sur des enjeux moraux susceptibles de plaire au mouvement, en autorisant l'apparition publique de ses membres, il s'agit, pour les républicains, de récolter le plus grand appui possible d'électeurs religieux. Cette stratégie porte ses fruits le jour des élections car 80% des électeurs évangélistes vont voter pour Ronald Reagan, devenant ainsi une force électorale majeure du Parti républicain<sup>10</sup>.

Le second mandat de Ronald Reagan n'apporte pas de changements significatifs pour la droite religieuse, malgré les promesses réitérées pendant la campagne électorale. Cependant, elle demeure unie et fidèle au président. Lorsque celui-ci quitte le pouvoir, il n'est pas certain que le futur candidat saura recueillir la faveur du mouvement, s'il est perçu comme quelqu'un de trop modéré. Pendant la campagne présidentielle de 1988, la droite religieuse sera-t-elle active au sein du Parti républicain ? L'absence de Reagan aura-t-elle un impact sur l'influence qu'elle exerce dans le parti ?

---

<sup>9</sup> Wald, *Religion and Politics in the United States*, 229.

<sup>10</sup> Reichley, «Republican Ideology and the American Future», 72.

### Le mandat présidentiel de George Bush: déclin de la droite religieuse ?

Bien qu'elle ait massivement appuyé Ronald Reagan durant ses deux mandats, la droite religieuse n'en demeure pas moins insatisfaite du nombre infime de mesures mises en place qui répondent à ses revendications. Ce mécontentement peut expliquer la candidature de Pat Robertson dans la campagne d'investiture républicaine pour les élections présidentielles de 1988. Celui-ci est à la tête d'un réseau de chaînes chrétiennes et fonde en 1989 la *Christian Coalition*. Cependant, sa candidature ne fait pas l'unanimité au sein de la droite religieuse puisque certains leaders, comme Jerry Falwell, préfèrent appuyer celle de George Bush<sup>11</sup>. La division du mouvement est annonciatrice de son déclin, tel qu'analysé par certains auteurs<sup>12</sup>. Néanmoins, la candidature de Robertson permet de constater le réalignement définitif des électeurs religieux conservateurs au sein du Parti républicain<sup>13</sup>. Également, on assiste à une infiltration progressive de la droite religieuse dans les organisations du parti à l'échelle des États. Ainsi, dès 1988, plusieurs activistes religieux détiennent des postes clés de l'organisation en Alaska, Hawaï et en Oklahoma<sup>14</sup>.

Durant la course à l'investiture de 1988, Pat Robertson, un néophyte en politique, obtient tout de même des appuis non négligeables lors des primaires du *Super Tuesday*. Cette bonne performance n'est pas suffisante pour gagner la course et George Bush devient le candidat du Parti républicain. La division du vote religieux, son manque d'expérience en politique, ainsi que l'utilisation de mauvaises stratégies expliquent la

---

<sup>11</sup> Wald, *Religion and Politics in the United States*, 229.

<sup>12</sup> Voir le chapitre 1 à ce sujet.

<sup>13</sup> Allen D. Hertzke, *Echoes of Discontent. Jesse Jackson, Pat Robertson and the Resurgence of Populism* (Washington: Congressional Quarterly Press, 1993), 158.

<sup>14</sup> *Ibid.*, 159.

défaite de Pat Robertson<sup>15</sup>. L'influence de la droite religieuse n'en est pas moins réduite à néant puisque, lors de la convention nationale du parti, la plate-forme électorale- qui y est définie- contient les traditionnelles revendications du mouvement concernant la prière à l'école et l'avortement<sup>16</sup>.

L'élection de George Bush permet à la droite religieuse d'être associée à ceux qui détiennent le pouvoir. Ce privilège ne donne pas lieu à des résultats concrets en faveur du mouvement. La présidence de Bush n'est pas marquée de mesures répondant aux attentes de la droite religieuse. La conjoncture économique, la situation politique internationale ne permettent pas que l'administration présidentielle mette en oeuvre des mesures prônées par le mouvement, mesures qui demeurent toujours impopulaires aux yeux de l'opinion publique. Ainsi, la droite religieuse se sent manipulée par le Parti républicain, qui semble ignorer ses revendications. Malgré tout, à l'aube de la campagne électorale présidentielle de 1992, la droite religieuse demeure alliée au Parti républicain.

Durant la campagne électorale, les stratèges républicains suggèrent que le candidat Bush mette l'accent sur les valeurs familiales, chères à la droite religieuse<sup>17</sup>. L'adoption de la plate-forme du parti lors de la convention nationale montre bien cette volonté d'adopter un discours ultraconservateur<sup>18</sup>. Il est encore question de restreindre le droit à l'avortement, d'autoriser la prière dans les écoles publiques et d'instaurer un système de *vouchers*, qui pourraient être utilisés pour des écoles religieuses. Également, Pat Buchanan- sympathisant de la droite religieuse- ainsi que Pat Robertson font des

---

<sup>15</sup> James M. Penning, «Pat Robertson and the GOP: 1988 and Beyond», *Sociology of Religion* 55 (1994), 337.

<sup>16</sup> Anne M. Hallum, «From Candidates to Agenda Setters: Protestant Leaders and the 1988 Presidential Campaign» dans James L. Guth et John C. Green, dir., *The Bible and the Ballot Box. Religion and Politics in the 1988 Election* (Boulder: Westview Press, 1991), 35.

<sup>17</sup> Wilson Carey McWilliams, *Beyond the Politics of Disappointment ? American Elections, 1980-1998* (New York: Chatham House Publishers, 2000), 84.

apparitions publiques à la convention. Face aux modérés, les membres religieux sortent victorieux de la convention<sup>19</sup>. Le jour des élections, les électeurs de la droite religieuse appuient massivement le candidat Bush, mais cela s'avère insuffisant pour assurer la victoire à ce dernier. Pour les membres les plus modérés du Parti républicain, sa défaite est justement une conséquence de la trop grande implication de la droite religieuse dans le parti, rebutant les électeurs moins radicaux à voter pour celui-ci<sup>20</sup>. Toutefois, la mauvaise performance qu'a donnée George Bush tout au long de la campagne électorale permet de supposer qu'au contraire, sans l'appui massif des électeurs religieux, sa défaite aurait été encore plus cuisante<sup>21</sup>.

Les années 1980 ont permis de constater l'implication croissante de la droite religieuse au sein du Parti républicain. Néanmoins, au début des années 1990, le discours radical du mouvement est un frein à son influence et crée, en outre, des tensions au sein du parti. Y a-t-il ainsi lieu de croire à la disparition de la droite religieuse ?

### **Regain d'influence pour la droite religieuse**

#### Les élections de 1994 et le *Contract with America*

Suite à la défaite des élections présidentielles de 1992, l'espoir est mince quant aux chances du Parti républicain de remporter les élections législatives de 1994. Néanmoins, la performance médiocre des démocrates au Congrès, l'insatisfaction grandissante de la population envers le président Clinton, sans compter le bon

---

<sup>18</sup> Hertzke, *Echoes of Discontent*, 168.

<sup>19</sup> Ibid., 169.

<sup>20</sup> Penning, «Pat Robertson and the GOP: 1988 and Beyond», 340.

<sup>21</sup> Dan Balz et Ronald Brownstein, *Storming the Gates. Protest Politics and the Republican Revival* (Boston: Little, Brown and Company, 1996), 307.

déroulement de la campagne électorale en faveur du Parti républicain, sont des facteurs qui ont contribué à expliquer en partie sa victoire au Congrès<sup>22</sup>. La composition des nouveaux membres du Congrès a permis de constater l'influence non négligeable qu'a acquise la droite religieuse au sein du parti, car beaucoup de membres de la Chambre des représentants sympathisent avec le mouvement. À la tête des représentants républicains, on retrouve Newt Gingrich qui symbolise la nouvelle génération, plus conservatrice<sup>23</sup>. En outre, le faible taux de participation de ces élections législatives (38% des électeurs inscrits) a permis à la droite religieuse d'utiliser une de ses stratégies les plus efficaces, soit d'inciter ses membres à voter massivement pour des candidats républicains. La majorité des représentants républicains au Congrès, de même que celle des nouveaux gouverneurs élus, proviennent du Sud<sup>24</sup>.

Grâce à la victoire aux élections législatives fédérales, le Parti républicain a pu présenter au Congrès son programme élaboré pendant la campagne électorale, le *Contract with America*. Celui-ci comporte dix grandes réformes devant être votées dans les cent premiers jours suivant l'élection. Les éléments présents dans le contrat se veulent une nouvelle alternative aux programmes de Reagan et Bush, permettant d'unir les républicains du Congrès afin de faciliter l'adoption des projets de loi et mobilisant la base militante du parti puisqu'ils intègrent ses revendications. L'analyse de ce contrat permet de constater l'influence substantielle que possède la droite religieuse dans le parti. En effet, le but du contrat est de réinstaurer les valeurs traditionnelles, notamment par de nouvelles mesures anti-crime, réformer le système d'aide sociale et renforcer les

---

<sup>22</sup> Ibid., 55.

<sup>23</sup> Gillian Peele, « Political Parties » dans Gillian Peele, Christopher J. Bailey, Bruce Cain et Guy B. Peters, dir., *Developments in American Politics 3* (New York: Chatham House Publishers, 1998), 152.

<sup>24</sup> Balz et Brownstein, *Storming the Gates*, 206.

valeurs familiales. Une réduction de l'intervention du gouvernement fédéral est souhaitée, grâce à une plus grande décentralisation des pouvoirs à la faveur des gouvernements des États, ce qui représenterait un retour aux valeurs des «Pères fondateurs» de la Constitution<sup>25</sup>. L'importance est accordée à la famille, la responsabilité individuelle, l'aspect positif du travail, etc.

Parmi les dix projets de loi avancés dans le *Contract with America*, le *Personal Responsibility Act* est véritablement un des plus influencés par la droite religieuse<sup>26</sup>. Ce projet de loi vise à diminuer les grossesses illégitimes chez les adolescentes en interdisant l'accès à l'aide sociale pour les mineures, ainsi qu'en refusant d'octroyer des fonds supplémentaires aux prestataires de l'aide sociale lorsqu'elles ont d'autres enfants<sup>27</sup>. Selon la droite religieuse, l'aide sociale n'a pas permis de réduire la pauvreté aux États-Unis. Elle a plutôt favorisé l'augmentation de comportements sociaux jugés «immoraux», comme les grossesses hors mariage. En réduisant les dépenses de ce programme grâce à l'interdiction d'accès aux mineures, on espère revaloriser les normes sociales dites «morales». Pour la droite religieuse, l'idéal serait d'éliminer tout simplement les programmes d'aide sociale, puisque cette tâche devrait incomber aux familles et à l'Église. Également, cela permettrait aux gouvernements de diminuer leurs dépenses<sup>28</sup>.

<sup>25</sup> Nigel Ashford, «The Republican Policy Agenda and the Conservative Movement» dans Dean McSweeney et John E. Owens, dir., *The Republican Takeover of Congress* (London: MacMillan Press, 1998), 98.

<sup>26</sup> Les dix projets de loi sont : 1. The Fiscal Responsibility Act; 2. The Taking Back our Streets Act; 3. The Personal Responsibility Act; 4. The Family Reinforcement Act; 5. The American Dream Restoration Act; 6. The National Security Restoration Act; 7. The Senior Citizens Fairness Act; 8. The Job Creation and Wage Enhancement Act; 9. The Common Sense Legal Reform Act; 10. The Citizen Legislature Act.

<sup>27</sup> Gingrich Group (the), «Contract with America»: <http://www.newt.org/contract.htm>

<sup>28</sup> Jeffrey B. Gayner, «The Contract with America: Implementing New Ideas in the U.S.», *The Heritage Lectures* 549 (1995), 5.

Le cinquième projet de loi du contrat est également une réponse aux revendications du mouvement. Il est question de revaloriser le rôle primordial que joue la famille dans la société américaine en éliminant les pénalités fiscales que subissent les couples mariés, tel que décrites dans le *Internal Revenue Code of 1986*<sup>29</sup>. À cela s'ajoute un crédit d'impôt de 500 dollars par enfant pour les familles. Le quatrième projet de loi concerne aussi les familles puisqu'il est proposé de renforcer les droits parentaux pour l'éducation des enfants, de mettre en place des incitatifs financiers pour l'adoption, ainsi que d'octroyer un crédit d'impôt aux familles qui prennent en charge leurs parents âgés. Ces deux projets reflètent particulièrement bien les opinions de la droite religieuse et garantissent l'appui inconditionnel de celle-ci envers le Parti républicain.

Bien que ne visant pas explicitement les familles, le second projet de loi obtient néanmoins la faveur de la droite religieuse car il cherche à réduire les problèmes de criminalité, en rendant plus difficiles les procédures d'appel après un verdict de peine de mort et améliorer la sécurité des individus dans les quartiers et les établissements scolaires<sup>30</sup>. Les six autres projets de loi contenus dans le contrat ne constituent pas réellement des revendications de la droite religieuse, mais demeurent toutefois conservateurs, n'étant pas en contradiction avec les valeurs de ce mouvement.

L'influence qu'exerce la droite religieuse au sein du parti s'observe encore plus facilement lorsque l'on compare le *Contract with America* avec le *Contract with the American Family* de la Christian Coalition, élaboré durant la même période. Ce dernier comporte dix grandes revendications dont quatre se retrouvent dans le *Contract with America*. En effet, la quatrième revendication du contrat de la *Christian Coalition* fait

---

<sup>29</sup> Gingrich Group (the), «Contract with America».

<sup>30</sup> Ashford, «The Republican Policy Agenda and the Conservative Movement», 106.

mention du *Family-Friendly Tax Policy* où le mouvement appuie le crédit d'impôt de 500 dollars pour les enfants, ainsi que la fin des pénalités financières imposées aux couples mariés qui sont présents dans le projet de loi numéro cinq du contrat républicain. Également, les revendications six et neuf de la Christian Coalition (*Restricting Pornography ; Protecting Parental Rights*) sont équivalentes au projet de loi numéro quatre du Congrès. Enfin, la dixième revendication du *Contract with the American Family (Punish Criminals not Victims)* rejoint le second projet de loi républicain dans sa lutte contre la criminalité<sup>31</sup>. Il n'est donc pas surprenant de constater le fort appui qu'ont reçu les républicains auprès des populations chrétiennes fondamentalistes lors des élections de 1994 puisque près de la moitié des projets de loi du *Contract with America* ne sont, ni plus ni moins, que des revendications de la droite religieuse.

Comme prévu durant la campagne électorale, après cent jours, le contrat a été soumis au vote des membres de la Chambre de représentants ainsi que du Sénat. Parmi les quarante éléments présents dans le contrat, vingt-trois ont été adoptés<sup>32</sup>. Seul le dixième projet fut éliminé dans sa totalité, car il requérait un amendement à la Constitution. Le Parti républicain a été en mesure de mieux contrôler le budget fédéral, réduire le déficit, attaquer le système d'aide sociale. Toutefois, il n'a pu réellement mettre en œuvre son projet de réduction des impôts, ainsi que sa politique isolationniste des affaires étrangères. Bien qu'ils aient grandement contribué à la rédaction du contrat, les tenants de la droite religieuse ont estimé que le Parti républicain n'était pas allé assez loin dans sa volonté d'adopter les revendications religieuses car, à la fin de la 104e

---

<sup>31</sup> American Civil Liberties Union. <http://www.aclu.org/about/summary.html>

<sup>32</sup> Ashford, «The Republican Policy Agenda and the Conservative Movement», 112.

législature, l'avortement était toujours légal et la prière à l'école toujours interdite<sup>33</sup>. Toutefois, au début de la campagne électorale de 1996, la droite religieuse soutient toujours le Parti républicain.

### Les élections présidentielles de 1996: défaite des républicains

La campagne électorale présidentielle de 1996 a opposé le président sortant Bill Clinton au républicain Bob Dole. Ce dernier est le vainqueur de la course au leadership au sein de son parti qui l'a notamment opposé à Pat Buchanan et Steve Forbes. Bien que Buchanan soit le favori de la droite religieuse, cette dernière s'est néanmoins ralliée à Bob Dole et a participé activement à l'élaboration de la plate-forme électorale du Parti républicain. La victoire des républicains en 1994 fait penser que le prochain président pourrait être Dole. Mais après la victoire de Bill Clinton, certains présument que le *Contract with America* a été trop radical aux yeux de la population américaine<sup>34</sup>. En outre, le leader Newt Gingrich est le politicien le plus détesté aux États-Unis.

Les élections législatives montrent également une baisse de popularité des républicains car le parti a obtenu une majorité moindre qu'aux élections de 1994. Cependant, les membres républicains du Congrès sont plus homogènes qu'auparavant et de plus en plus conservateurs, permettant de constater une augmentation de l'influence de la droite religieuse au sein de ce parti. L'intrusion de ce mouvement chez les républicains, conjuguée à une diminution de la popularité du parti montre qu'en

---

<sup>33</sup> Il faut tout de même tenir compte du fait qu'au fil des ans, ces deux éléments ont été déclarés non constitutionnels par la Cour suprême des États-Unis, rendant l'adoption de projets de loi sur ce sujet difficile.

<sup>34</sup> Ibid., 114. Voir aussi McWilliams, *Beyond the Politics of Disappointment* ?, 98.

accordant trop d'importance à la droite religieuse, le Parti républicain s'éloigne des opinions des citoyens. Les élections législatives de 1998 vont confirmer cette tendance.

Le résultat réduit à nouveau la majorité du Parti républicain. Peu après ce verdict, le leader de la Chambre des représentants démissionne (pour des raisons d'ordre moral), ne recevant plus la totalité des appuis républicains voulus. Il semblerait que la population américaine s'oppose à l'*impeachment* du président Bill Clinton, ce qui expliquerait en partie la mauvaise performance du parti<sup>35</sup>. Malgré une opinion publique s'opposant à ce geste- d'après les sondages qui ont été effectués- la Chambre des représentants de la 106e législature fait passer deux articles d'impeachment. Cette décision impopulaire montre bien l'emprise qu'exerce la frange la plus conservatrice dans le Parti républicain, formée en grande partie de sympathisants de la droite religieuse. L'opposition entre les membres les plus conservateurs et modérés, ajoutée à une faible majorité entraîne un manque de consensus au sein du caucus républicain. Cela a comme conséquence d'empêcher l'adoption de projets de loi importants, comme cela avait été fait après les élections de 1994. L'absence de réformes significatives, la volonté de poursuivre le processus d'impeachment du président placent les républicains à leur taux de popularité le plus bas des 14 dernières années<sup>36</sup>.

L'échec de l'impeachment va obliger le Parti républicain à questionner la pertinence de tenir un discours aussi conservateur. Bien que la droite religieuse possède une influence substantielle au sein du Parti républicain, il n'en demeure pas moins que cela ne lui procure qu'un avantage minime puisque quasiment aucune de ses revendications ne s'est vue transformer en projet de loi. Sa capacité de modifier la

---

<sup>35</sup> Paul R. Abramson, John H. Aldrich et David W. Rohde, *Change and Continuity in the 1996 and 1998 Elections* (Washington: Congressional Quarterly Press, 1999), 287.

politique américaine semble ainsi plutôt limitée au niveau fédéral, mais qu'en est-il au niveau des États ?

### **La place actuelle de la droite religieuse au sein du Parti républicain**

#### Influence au niveau des États

C'est principalement au niveau des États que la droite religieuse rencontre le plus de succès. En effet, peu après les élections de 1994, où le Congrès passa aux mains des républicains, on a pu constater que dans 18 États, l'influence de la droite religieuse dans les organisations du Parti républicain de l'État était dominante et assez forte dans 13 autres États, surtout dans le Sud, le Midwest et l'Ouest<sup>37</sup>. En 2000, l'influence du mouvement dans les États était, globalement, égale à celle de 1994, malgré quelques changements particuliers survenus dans certains États<sup>38</sup>.

Aujourd'hui, la présence de la droite religieuse chez les républicains est plus forte dans les États conservateurs. Plus précisément, elle a pu contrôler les organisations du parti dans ces États qui, dans le Sud, étaient pour la plupart démocrates et où le Parti républicain ne possédait pas réellement d'élite dirigeante<sup>39</sup>. Également, plus la structure organisationnelle et de nomination des membres du parti est souple dans l'État, plus il a

---

<sup>36</sup> Id.

<sup>37</sup> Une influence dominante signifie que plus de la majorité des membres de l'organisation sont affiliés au mouvement. Lorsque l'influence est assez forte, ce nombre se situe entre 25 et 50% des membres de l'organisation. Pour plus de détails, voir John F. Persinos, «Has the Christian Right Taken over the Republican Party ?», *Campaigns & Elections* (1994), 20-24.

<sup>38</sup> Wilcox. *Onward Christian Soldiers ?*, 77.

<sup>39</sup> Id.

été facile pour les activistes religieux de s'impliquer activement dans le Parti républicain et d'en prendre les commandes<sup>40</sup>.

Dominer le Parti républicain au niveau des États signifie, pour la droite religieuse, que celui qui préside le parti est un allié, que les membres du comité central sont des activistes ou des sympathisants et que les comités locaux regroupent une majorité de partisans de la droite religieuse. En contrôlant les instances décisionnelles, la droite religieuse a accès aux ressources pour financer les candidats qui lui sont le plus favorable. Également, elle peut alors être en mesure d'instaurer les règles de nomination des candidats, aidant les candidats religieux. Enfin, c'est elle qui façonne le programme du parti, pouvant s'assurer que ses revendications soient incluses dans la plate-forme électorale<sup>41</sup>. Ainsi, en ayant une influence plus ou moins prépondérante dans plus de la moitié des organisations du Parti républicain, cela lui donne un poids politique non négligeable.

#### Opposition entre les membres religieux et séculiers du Parti républicain

Du fait de la présence accrue de la droite religieuse au sein du Parti républicain, on peut s'interroger si cela a donné lieu à des changements dans le parti ou à une compétition avec les membres « séculiers ». En effet, on constate que depuis plusieurs années, les deux factions s'opposent sur les idées présentées par le parti<sup>42</sup>. Alors que les plus religieux accordent une grande importance aux enjeux sociaux et moraux- l'avortement, la famille, l'éducation- , les plus séculiers mettent l'accent sur les questions

---

<sup>40</sup> Green, Guth et Wilcox, «Less than Conquerors: The Christian Right in State Republican Parties», 117-135.

<sup>41</sup> Wilcox. *Onward Christian Soldiers ?*, 79.

<sup>42</sup> Reichley, «Republican Ideology and the American Future», 80.

d'ordre économique. En outre, les deux groupes sont divisés sur les enjeux moraux, car si les religieux restent profondément conservateurs, les autres membres du Parti républicain ont une vision plus libertaire, individualiste de ces problèmes<sup>43</sup>. Les élections de 1998 ont montré les dissensions existantes, où la mauvaise performance du parti fut imputée aux religieux, pour les séculiers et vice-versa<sup>44</sup>. Plus précisément, ces divergences créent l'éternel problème que vit le Parti républicain qui, s'il veut remporter les élections, doit refléter une image de modéré, tout en cherchant à contenter son électorat religieux<sup>45</sup>. Enfin, une dernière opposition divise les deux groupes, soit la vision qu'ont les membres du parti. Si pour les séculiers, le Parti républicain est une institution en soi, il ne demeure pour la droite religieuse qu'un moyen de propager ses valeurs.

Le conflit qui existe entre les deux groupes est, en grande partie, le résultat de profondes divergences idéologiques, mais également celui d'une compétition pour la direction du parti et le pouvoir. L'élite traditionnelle du Parti républicain accepte mal que les activistes religieux prennent les rênes du parti alors que souvent ils manquent d'expérience en politique. En contrepartie, la droite religieuse voudrait que les dirigeants du parti soient le reflet des groupes d'électeurs qui votent massivement pour eux, ces électeurs étant évidemment des sympathisants de la droite religieuse<sup>46</sup>. Il est certain que les bonzes du parti renâclent à donner le pouvoir qu'ils possèdent, d'autant plus que laisser une trop grande latitude à la droite religieuse pour la direction pourrait avoir comme conséquence de radicaliser le Parti républicain et d'aliéner alors la majorité des

---

<sup>43</sup> Wald, *Religion and Politics in the United States*, 260.

<sup>44</sup> Abramson, *Change and Continuity in the 1996 and 1998 Elections*, 287.

<sup>45</sup> Wald, *Religion and Politics in the United States*, 259.

Américains qui préféreraient se diriger vers le Parti démocrate, jugé plus centriste. Garder le pouvoir à Washington doit donc être le résultat d'un compromis entre les deux factions.

---

<sup>46</sup> Selon Michael Goldstein, les évangélistes, les chrétiens *born again* formaient le tiers des électeurs républicains en 1996. Michael L. Goldstein, *Guide to the 2000 Presidential Election* (Washington: Congressional Quarterly Press, 2000), 54.

## CHAPITRE 4

Nous avons pu voir dans le chapitre 1 l'ensemble des stratégies qu'un mouvement comme la droite religieuse pouvait utiliser. Selon que les tentatives de changement en éducation visent le niveau local ou celui des États, les tactiques diffèrent. Puisque les commissions scolaires des districts possèdent des pouvoirs non négligeables, il devient intéressant pour la droite religieuse de tenter de s'infiltrer dans ces commissions. En outre, l'élection qui permet d'élire de nouveaux membres attire peu l'attention des citoyens et le taux de participation demeure toujours très faible. Ainsi, la droite religieuse peut facilement mobiliser ses sympathisants pour qu'ils fassent élire un membre qui leur sera favorable. Comme les campagnes électorales des commissions scolaires sont peu médiatisées, il est facile pour un allié de la droite religieuse de se porter candidat et de se faire élire sans que les citoyens connaissent ses affinités partisans<sup>1</sup>. La stratégie, qui consiste pour un candidat à cacher son appartenance à la droite religieuse, constitue ce que plusieurs auteurs nomment une «*stealth tactic*» (stratégie secrète). Elle contrevient au principe de transparence qui est censé prévaloir durant les campagnes électorales et elle permet d'éviter une contre-mobilisation de mouvements laïcs tels que le *People For the American Way* ou le *Americans United*.

La stratégie secrète a été utilisée pour la première fois en 1990 lors d'élections dans les commissions scolaires de San Diego<sup>2</sup>. Par le biais des médias chrétiens conservateurs de la région et des églises, les candidats ont pu cibler les électeurs qui leur

---

<sup>1</sup> Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 84.

<sup>2</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 65.

seraient favorables. Parmi les 90 candidats secrets qui se sont présentés, 60 ont pu être élus grâce à cette stratégie<sup>3</sup>.

Chercher à influencer les commissions scolaires permet, notamment, d'agir sur le contenu pédagogique offert dans les établissements scolaires du district. Cependant, lorsqu'il s'agit de promouvoir le *School Choice* pour les parents d'élèves, il est préférable de tenter d'influencer les gouvernements des États. Cela peut s'effectuer par l'intermédiaire du Parti républicain ou en faisant élire directement des membres de la droite religieuse au sein du *State Board of Education*, comme cela fut le cas au Kansas. Ainsi, selon les revendications avancées par la droite religieuse, les stratégies vont différer.

### **Les changements survenus en éducation: les États, les municipalités**

#### La revendication du *School Choice*

##### *Le cas de la Floride*

Bien que la droite religieuse appuie fortement la mise en place généralisée des *vouchers*, seule la Floride et les villes de Milwaukee et de Cleveland ont créé un programme qui permet à certains parents de choisir l'école de leur enfant. Le gouverneur de la Floride, Jeb Bush, a introduit en 1998 l'évaluation des établissements scolaires publics par des notes de A à F, afin de déterminer quelles sont les écoles «médiocres»-celles qui reçoivent la note F<sup>4</sup>. Une fois le classement établi, les élèves qui fréquentent

---

<sup>3</sup> Ibid., 220.

<sup>4</sup> En 1999, 78 écoles ont obtenu un F. Voir Haggai Kupermintz, «The Effects of Vouchers on School Improvement: Another look at the Florida Data», *Education Policy Analysis Archives* 9 (2001): <http://olam.ed.asu.edu/epaa/v9n8/>

des écoles publiques ayant obtenu un F au moins deux années en quatre ans peuvent alors devenir éligibles pour l'obtention d'une bourse s'ils décident de fréquenter une école privée<sup>5</sup>. Cette réforme, nommée *A+ Plan*, vise à améliorer la performance des établissements scolaires, mais également à favoriser le maximum de possibilités qui s'offrent aux parents dans le choix d'une école. Durant l'année 1999-2000, 78 enfants ont quitté leur école cotée F pour une meilleure école publique, tandis que 53 ont choisi de fréquenter une école privée<sup>6</sup>. Du fait de l'amélioration des écoles touchées par le programme des *vouchers*, aucun nouvel élève n'a eu accès à ces bourses en 2001.

Le but visé par le *A+ Plan* est d'inciter les écoles à améliorer leur résultat afin qu'elles ne voient pas leur financement diminué<sup>7</sup>. Étant donné que la droite religieuse préconise des *vouchers* pour l'ensemble des élèves et applicables pour des écoles religieuses, la réforme introduite par le gouverneur Jeb Bush ne peut constituer une réponse satisfaisante à ses revendications. En effet, malgré que le *A+ Plan* remette en cause les méthodes traditionnelles de financement des écoles publiques et qu'il constitue une ouverture en faveur du système privé, il ne s'avère pas une réforme permettant à l'ensemble des familles religieuses d'envoyer leurs enfants au privé sans qu'elles n'aient à financer en même temps les écoles publiques. Ainsi, appuyer un candidat républicain comme Jeb Bush ne peut suffire à garantir à la droite religieuse que ses revendications seront adoptées.

---

<sup>5</sup> Floride. Department of Education. Opportunity Scholarship Program.  
<http://www.opportunityschools.org/osas/osp/index.html>

<sup>6</sup> Floride. Department of Education. «A+ Plan»:  
<http://www.myflorida.com/government/learn/aplusplan.html>

<sup>7</sup> Gregory Camilli et Katrina Bulkley, «Critique of "An Evaluation of the Florida A-Plus Accountability and School Choice Program"», *Education Policy Analysis Archives* 9 (2001):  
<http://olam.ed.asu.edu/epaa/v9n7/>

### *Le cas de Milwaukee*

Au début des années 1990, la ville de Milwaukee a instauré un programme de bourses accessibles aux familles à faible revenu. Selon la loi en vigueur, chaque étudiant qui quitte le système public pour une école privée est en droit de recevoir un montant s'élevant à plus de 5000 dollars, afin de défrayer les frais de scolarité de l'école privée<sup>8</sup>. Malgré une forte opposition provenant du système scolaire public, la Cour suprême du Wisconsin, en 1998, a tranché en jugeant que le programme mis en place dans cette ville était constitutionnel<sup>9</sup>. Le *Milwaukee Parental Choice Program* (MPCP) demeure populaire puisqu'en 2001, plus de 10 000 élèves ont bénéficié de ces bourses<sup>10</sup>. Bien que le MPCP ne soit pas accessible à l'ensemble des résidents de la municipalité, il constitue néanmoins un programme susceptible de recueillir l'assentiment de la droite religieuse. En permettant aux familles d'utiliser leur bourse pour fréquenter une école religieuse, les parents religieux qui ont un revenu modeste ont donc la possibilité d'envoyer leur enfant dans les écoles protestantes confessionnelles aux frais de l'État. Le MPCP, tout en étant limité à la ville de Milwaukee, rejoint en partie les revendications du mouvement.

### *Le cas de Cleveland*

Le programme de *vouchers* mis en place à Cleveland a débuté en 1996. Le *Pilot Project Scholarship Program* donne la possibilité aux parents des milieux défavorisés et qui ont un enfant qui fréquente une école publique «médiocre» d'obtenir une bourse d'environ 2250 dollars afin de payer les frais de scolarité d'une école privée<sup>11</sup>. Les parents concernés ont l'autorisation d'inscrire leur enfant dans une autre école publique,

<sup>8</sup> Glenn, *The Ambiguous Embrace*, 115.

<sup>9</sup> Wisconsin. Department of Public Instruction: <http://www.dpi.state.wi.us>

<sup>10</sup> Wisconsin. Department of Public Instruction, «MPCP Facts and Figures for 2001-2002»: <http://www.dpi.state.wi.us/dpi/dfm/sms/doc/mpc01fnf.doc>

jugée meilleure. Contrairement au MPCP, le programme de Cleveland ne permet pas à l'ensemble des familles à faible revenu de mettre leur enfant dans une école privée. En 2001-2002, 4456 étudiants ont eu accès à une bourse<sup>12</sup>. Bien que la Cour suprême d'Ohio ait jugé que le programme ne contrevient pas à la séparation de l'Église et de l'État, la Cour d'appel fédérale de Cincinnati a cassé le jugement en 2000<sup>13</sup>. En effet, plus de 95% des élèves qui bénéficient d'une bourse fréquentent une école privée religieuse. Le programme en vigueur dans la municipalité de Cleveland ne correspond pas exactement aux revendications de la droite religieuse, car les critères pour avoir accès aux bourses sont très sélectifs. De plus, si les écoles publiques «médiocres» disparaissent, il n'y aurait alors plus lieu d'envoyer des élèves dans des établissements privés, ce qui mettrait fin au libre choix des parents.

#### *Les échecs au School Choice*

Bien que le système des *vouchers* existe dans quelques États, la majorité d'entre eux ont refusé de mettre en oeuvre des programmes similaires. Dans les États où les référendums et initiatives populaires sont autorisés, plusieurs propositions ont porté sur les *vouchers*, ou les crédits d'impôt, si l'on envoie un enfant dans une école privée. Le Colorado a sondé le pouls de sa population à deux reprises. Le premier référendum, tenu en 1992, portait sur la possibilité d'allouer à chaque parent d'élève une bourse de plus de 2000 dollars<sup>14</sup>. Cependant, plus du deux tiers des électeurs ont rejeté cette proposition. En 1998, les partisans du *School Choice* remettent à l'ordre du jour l'idée des *vouchers* avec l'amendement 17, où il est question d'octroyer un crédit d'impôt de 2500 dollars aux

---

<sup>11</sup> Garrett, «Progress on School Choice in the States», 7.

<sup>12</sup> Sherri Day, «Supreme Court Hears Cleveland School Vouchers Case», The New York Times, 20 février 2002.

<sup>13</sup> Idem.

parents pouvant notamment être utilisé pour ceux qui envoient leur enfant dans le système scolaire privé<sup>15</sup>.

Comme cela a été le cas en 1992, les partisans de l'amendement 17 proviennent souvent de la droite religieuse. Le candidat républicain- Bill Owens- au poste de gouverneur appuie également la proposition. Néanmoins, afin que cet amendement ne soit pas perçu comme favorisant trop les citoyens les plus religieux, les partisans s'appliquent à donner au discours électoral une note plus séculière, où l'accent est mis sur les notions d'équité, de justice<sup>16</sup>. Malgré les efforts effectués pour modérer le message, les électeurs du Colorado rejettent l'amendement à 51%<sup>17</sup>. Ainsi, l'influence que tente d'exercer la droite religieuse dans cet État s'avère plutôt mineure.

Lors des dernières élections de 2000, plusieurs référendums ont encore porté sur le *School Choice*. Au Michigan, la proposition 1 vise à mettre en place, petit à petit, des *vouchers* dans les districts scolaires urbains qui sont considérés «médiocres». Cette proposition est appuyée par plusieurs membres de la droite religieuse, ainsi que par l'establishment républicain. Cependant, le jour du scrutin, 69% des électeurs votent contre la proposition 1<sup>18</sup>. Également, la proposition 38 de l'État de Californie veut permettre que n'importe quel élève de l'État ait accès à une bourse de 4000 dollars qu'il pourra utiliser pour aller dans le système public ou privé<sup>19</sup>. Cette mesure instaurerait une certaine privatisation du système éducatif. Face à cette proposition radicale, appuyée notamment par la *Christian Coalition* et James Dobson de *Focus on the Family*, 71% des électeurs la rejettent. Cette proposition correspond intégralement aux revendications

---

<sup>14</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 228.

<sup>15</sup> Robert C. Johnston, «Status Quo Prevails on State Ballots», *Education Week* 18 (1998), 1.

<sup>16</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 229.

<sup>17</sup> Johnston, «Status Quo Prevails on State Ballots», 1.

de la droite religieuse, mais le résultat du scrutin montre que cette vision du système éducatif est loin de faire l'unanimité chez les Américains.

Dans certains États, la question du *School Choice* et des *vouchers* a été débattue en cour. En 1999, la Cour suprême du Maine a statué que la mise en place de *vouchers*, permettant d'être utilisés pour des écoles religieuses, était inconstitutionnelle<sup>20</sup>. Plus exactement, ceux-ci existent dans le Maine depuis 1981, où les municipalités qui n'ont pas d'école secondaire ont la possibilité d'octroyer des bourses aux parents des élèves pour que ces derniers aillent dans une école publique ou privée non religieuse. Le jugement d'avril 1999 répond à une demande de parents qui ont estimé que l'interdiction faite d'envoyer leur enfant dans une école religieuse contrevenait à leurs droits fondamentaux. Ainsi, bien que les *vouchers* ne soient pas interdits dans cet État, leur usage pour une école religieuse demeure interdit. Le *School Choice*, tel qu'appliqué dans l'État du Maine est peu susceptible de répondre aux revendications de la droite religieuse. Dans plusieurs autres États, comme l'Ohio, le Vermont, la Pennsylvanie, les Cours d'État ont toute statué l'inconstitutionnalité des *vouchers* pour des écoles religieuses<sup>21</sup>.

Si l'opposition aux *vouchers* s'est toujours limitée aux instances judiciaires des États, le cas *Zelman v Simmons-Harris*, 00-1751 porté en Cour suprême fédérale en février 2002 démontre à présent le contraire. Ce cas aborde le programme de *vouchers* mis en place à Cleveland et qui contreviendrait à la séparation de l'Église et de l'État<sup>22</sup>. Or, selon les défenseurs du programme, puisque ce sont les parents qui décident en

---

<sup>18</sup> Rob Boston, «Victory over Vouchers !», *Church and State*, décembre 2000.

<sup>19</sup> Idem.

<sup>20</sup> Steve Benen, «Voucher Volley», *Church and state*, juin 1999.

<sup>21</sup> Idem.

dernier lieu où ils enverront leur enfant, l'État conserve donc sa neutralité. C'est ce qu'a statué la Cour suprême des États-Unis le 27 juin 2002, créant pour la première fois un précédent, dans l'ensemble du pays, en faveur des partisans des *vouchers*<sup>23</sup>.

Bien qu'il existe certaines formules de bons d'étude aux États-Unis, aucune n'est réellement susceptible de constituer une réponse aux revendications de la droite religieuse, tant que le *School Choice* ne s'appliquera qu'à une certaine catégorie de citoyens. Ainsi, même en possédant l'appui du Parti républicain et en effectuant directement des propositions qui seront soumises à l'avis des électeurs, la droite religieuse ne peut prétendre exercer une influence prépondérante pour ce qui touche les *vouchers*.

#### La volonté d'autoriser la prière dans les écoles publiques

Le jugement *Engel v. Vitale* (1962) a statué que toute prière ou lecture de la bible contrevient à la séparation de l'Église et de l'État tel que l'établit la Constitution. Toutefois, le jugement *Lamb's Chapel v. Center Moriches School District* (1993) permet aux groupes religieux de se réunir après les heures de cours dans l'enceinte de l'établissement scolaire. L'État de la Louisiane a toujours autorisé les prières «silencieuses» (ou moment de silence) dans les écoles publiques. Cependant, une nouvelle législation, entrée en vigueur en 1999, ôte le mot «silence» de la précédente loi, permettant officiellement la tenue de prières publiques<sup>24</sup>. Cette nouvelle loi a été approuvée par le gouverneur républicain, Mike Foster, qui reçoit l'appui de la droite

---

<sup>22</sup> Linda Greenhouse, «Cleveland School Vouchers Weighed by Supreme Court», The New York Times, 21 février 2002.

<sup>23</sup> Mark Walsh, «Supreme Court Upholds Cleveland Voucher Program», *Education Week* 21 (2002): [http://www.edweek.org/ew/ew\\_printstory.cfm?slug=42voucher\\_web.h21](http://www.edweek.org/ew/ew_printstory.cfm?slug=42voucher_web.h21)

religieuse<sup>25</sup>. Selon cette dernière, autoriser les prières publiques constitue une réponse satisfaisante aux revendications qu'elle défend en matière de prière dans les écoles publiques. Cependant, cette loi a été jugée inconstitutionnelle par une Cour fédérale en juin 2000. Ainsi, bien que le mouvement soit en mesure d'influencer le corps législatif républicain, il n'en demeure pas moins que la Constitution définit clairement la séparation de la religion avec les affaires de l'État.

Si la prière est interdite dans les écoles publiques, la lecture de la bible l'est également. Pourtant, certains districts choisissent d'enfreindre la loi, surtout lorsque la majorité des parents y consentent. Les écoles publiques du district de Rhea, dans le Tennessee, donnent des cours bibliques depuis plus de cinquante ans, avec l'autorisation de la commission scolaire<sup>26</sup>. Cette commission est composée majoritairement de citoyens religieux conservateurs. La situation qui prévaut dans ce district scolaire montre que les stratégies utilisées par la droite religieuse, lorsqu'elles visent le pouvoir local, s'avèrent efficaces. Toutefois, un juge de la Cour fédérale a ordonné en 2002 que la lecture de la bible cesse. Les cas de la Louisiane et du Tennessee montrent l'importance que possède le pouvoir judiciaire pour défendre la séparation de l'Église et de l'État, contrairement à plusieurs membres du personnel politique américain qui violent cette règle. Même en exerçant une influence auprès du Parti républicain, les plans de la droite religieuse sont souvent déboutés par la justice américaine. Il pourrait être intéressant pour le mouvement que celui-ci mise sur des stratégies qui pourraient influencer le corps judiciaire.

---

<sup>24</sup> Church and State, «Federal Court Strikes Down Louisiana School Prayer Law», Church and State, juillet-août 2000.

<sup>25</sup> Idem.

## La volonté de faire disparaître certaines matières scolaires

### *La disparition de la théorie de l'évolution*

La majorité des revendications avancées par la droite religieuse, en ce qui concerne le programme scolaire, portent sur le retrait des cours d'éducation sexuelle, ainsi que sur la théorie de l'évolution dans les cours de sciences, afin de la remplacer par la théorie créationniste. Bien que la Cour suprême ait statué en 1987<sup>27</sup> que le créationnisme ne constituait pas une science, mais qu'il faisait plutôt la promotion de la religion, la droite religieuse n'a pas cessé pour autant de faire pression pour qu'il soit enseigné dans les écoles publiques.

Le *State Board of Education* est, en général, celui qui décide de ce que doit contenir le programme scolaire de l'État, ce qui donne lieu à l'existence de manuels scolaires différents dans chaque État. La droite religieuse a tout intérêt à ce que certains de ses membres puissent faire partie de ce comité comme dans le cas Kansas à la fin des années 1990, où la majorité des membres du *State Board* avaient certaines affinités avec le mouvement. Cela a permis au *State Board* de l'État d'établir en août 1999 des nouveaux standards en science qui ne comprennent pas l'enseignement de la théorie de l'évolution<sup>28</sup>.

Cette décision montre que les stratégies employées par la droite religieuse pour faire avancer ses idées peuvent être efficaces. Grâce à la présence d'alliés à son mouvement dans les hautes sphères du pouvoir, elle réussit à faire avancer la cause du

---

<sup>26</sup> Associated Press, «Judge orders end to Bible classes in Tennessee county», *St. Louis Post Dispatch*, 9 février 2002.

<sup>27</sup> Lors du cas *Edwards v. Aguillard*.

créationnisme. Cependant, comme les membres du *State Board of Education* sont souvent élus par les citoyens, ils ont intérêt à ne pas prendre des décisions trop radicales pour être réélus. En 2000, les membres les plus conservateurs du comité du Kansas ont été remplacés par des membres plus modérés<sup>29</sup>. Cela a permis au nouveau comité de réintroduire, en février 2001, la théorie de l'évolution dans les standards de science de l'État<sup>30</sup>. Ainsi, l'absence de cette théorie dans les programmes scolaires n'aura été que de courte durée, montrant que l'impact de la droite religieuse est, à long terme, plutôt négligeable. En outre, le mouvement n'a pu compter sur l'appui du gouverneur de l'État, pourtant républicain. L'influence qu'il exerce au sein de ce parti n'est donc pas toujours prépondérante, même dans les États les plus conservateurs.

Bien que le cas du Kansas soit unique, d'autres États, tels que le Kentucky, l'Illinois, l'Oklahoma ou l'Alabama ont adopté des lois qui, sans restreindre complètement l'enseignement de la théorie de l'évolution, remettent en question l'importance qu'elle détient en science. Un comité de l'Oklahoma a décidé en 1999 que les ouvrages scolaires de l'État devaient mentionner les faiblesses de la théorie de l'évolution, comme cela se fait en Alabama<sup>31</sup>. Également, le Kentucky et l'Illinois ont choisi de modifier en 1999, dans les normes scolaires, l'expression « évolution » pour celui de « changement à travers le temps », un terme jugé moins controversé<sup>32</sup>.

---

<sup>28</sup> People For the American Way, *Sabotaging Science: Creationist Strategy in the '90s* (Washington: People For the American Way Foundation, 1999), 2.

<sup>29</sup> Church and State, «Kansas GOP Voters Remove Creationists from School Board», *Church and State*, septembre 2000.

<sup>30</sup> Americans United Bulletin, «Kansas Education Board Restores Evolution to Schools», *Church and State*, mars 2001.

<sup>31</sup> Church and State, «Oklahoma Attorney General Issues Ruling Against Evolution Disclaimer», *Church and State*, mars 2000.

<sup>32</sup> People For the American Way, *Sabotaging Science*, 1.

Ces cas illustrent qu'il existe une volonté de la part des législateurs de ne pas froisser l'électorat religieux, sans pour autant adopter des lois qui seraient trop radicales pour le reste de la population. Face aux pressions permanentes de la droite religieuse, pour que soit enseigné le créationnisme, l'Ohio soupèse actuellement la possibilité d'enseigner le *Intelligent design*<sup>33</sup> en parallèle à la théorie de l'évolution<sup>34</sup>. La décision n'est pas encore prise, mais si cette proposition est approuvée, cela risque de déclencher une opposition qui pourrait faire prévaloir que le jugement *Edwards v. Aguillard* interdit de mettre en œuvre cette proposition. Il est assuré qu'une minorité des citoyens contestera toujours l'enseignement de la théorie de l'évolution dans les années à venir.

#### *La disparition des cours d'éducation sexuelle*

Afin de s'opposer aux cours d'éducation sexuelle qui sont donnés dans les écoles secondaires publiques, la droite religieuse a la possibilité de faire directement pression sur le personnel qui dirige l'établissement, ou de s'infiltrer dans les commissions scolaires du district, en faisant élire des membres qui lui sont sympathiques. Cette stratégie a souvent été utilisée au cours de la dernière décennie, notamment dans le district de Vista en Californie. Après avoir fait élire des candidats « secrets », la commission scolaire a été composée d'une majorité de membres proches de la droite religieuse<sup>35</sup>. Au sein du district scolaire, les écoles publiques donnent le cours d'éducation sexuelle *Values and Choice*, qui ne fait pas uniquement la promotion de l'abstinence et qui ne condamne pas les pratiques homosexuelles<sup>36</sup>. Ce cours est jugé immoral par le mouvement qui lui préfère le programme *Sex Respect*. La commission

---

<sup>33</sup> Nouveau terme qui désigne le créationnisme.

<sup>34</sup> Francis X. Clines, «In Ohio School Hearing, a New Theory Will Seek a Place Alongside Evolution», TheNew York Times, 11 février 2002.

scolaire de Vista décide donc en 1994 de retirer *Values and Choice* du programme pour le remplacer par *Sex Respect*<sup>37</sup>.

La même situation se reproduit dans le district de Lake County en Floride où la commission scolaire, composée majoritairement de membres de la droite religieuse, adopte le programme *Sex Respect*<sup>38</sup>. Ces changements sont décriés par les citoyens plus modérés, d'autant plus que la Cour de Louisiane a jugé en 1993 que ce programme donnait de l'information médicale inadéquate et faisait la promotion de la religion<sup>39</sup>. Par une mobilisation des opposants, on assiste à la chute des membres religieux des commissions scolaires, démontrant que la stratégie qu'utilise la droite religieuse pour faire adopter son agenda, s'avère uniquement efficace à court terme. Tôt ou tard, les établissements publics rétablissent des cours d'éducation sexuelle comme celui de *Values and Choice*.

#### La volonté de contrôler l'accès aux ouvrages pour les mineurs

Afin de censurer des ouvrages, présents dans les bibliothèques scolaires et des municipalités, que la droite religieuse juge inadéquats pour des mineurs, le mouvement adopte des stratégies qui ne visent principalement qu'à influencer le pouvoir local ou celui des commissions scolaires. Une des tactiques consiste à rassembler un nombre important de citoyens favorables à la censure de certains ouvrages, qui vont faire pression sur le personnel des bibliothèques, afin qu'ils interdisent l'accès à certains

---

<sup>35</sup> People For the American Way, *Teaching Fear: The Religious Right's Campaign Against Sexuality Education* (Washington: People For the American Way Foundation, 1996), 9.

<sup>36</sup> Diamond, *Not by Politics Alone*, 184.

<sup>37</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 222.

<sup>38</sup> *Ibid.*, 224.

<sup>39</sup> People For the American Way, *Teaching Fear*, 11.

livres aux personnes mineures<sup>40</sup>. Dans ces situations, la droite religieuse préfère agir directement, sans faire appel à un intermédiaire comme le Parti républicain. Puisque les revendications se font à un niveau local et qu'elles sont peu médiatisées, il est difficile de répertorier les cas et d'évaluer l'influence réelle que le mouvement peut exercer auprès des bibliothèques. À l'instar des autres revendications, lorsqu'il réussit à restreindre l'accès à des ouvrages, des groupes opposés à la censure se mobilisent, afin de renverser la situation<sup>41</sup>.

On a pu constater qu'au cours des années 1990, la droite religieuse a été en mesure de faire adopter certaines de ses revendications dans quelques États et municipalités. Cependant, dans la majorité des cas, la population s'est opposée à ces changements et a rétabli le statu quo quelques années plus tard. Pour arriver à ses fins, la droite religieuse a utilisé plusieurs stratégies, notamment celle de s'impliquer dans le Parti républicain des États et de faire élire ses alliés. Toutefois, lorsque des décisions radicales ont été prises, notamment dans le cas de la théorie de l'évolution au Kansas, l'establishment républicain s'est désolidarisé du mouvement, montrant la persistance des tensions qui existent au sein de ce parti, entre les membres « religieux » et « séculiers ». En somme l'influence qu'exerce la droite religieuse en éducation dans les États et les localités, sans être inexistante, n'en est pas moins mineure, mais qu'en est-il pour le Congrès et la Maison Blanche ?

---

<sup>40</sup> Diamond, *Not by Politics Alone*, 189.

<sup>41</sup> Gaddy et al., *Schools Wars*, 119.

## Changements survenus en éducation au fédéral

### Le Congrès

Comme il a été mentionné dans le chapitre 2, les pouvoirs en éducation sont principalement concentrés au sein des municipalités et des États, ce qui explique que la majorité des actions de la droite religieuse vise les gouvernements locaux et des États. Néanmoins, le Congrès américain et l'exécutif fédéral exercent certaines responsabilités dans ce domaine, responsabilités qui tendent à s'accroître depuis les années 1990. La droite religieuse, en faisant élire des sénateurs et représentants républicains sympathisants du mouvement, cherche à faire adopter ses revendications au Congrès.

La constitution d'un Congrès républicain en 1994 permet de constater les changements qui sont survenus en éducation. En effet, peu avant ces élections, en mars 1994, le *Goals 2000* est finalement adopté et devient une loi<sup>42</sup>. *Goals 2000* vise à créer des normes nationales en éducation, afin d'améliorer l'apprentissage des élèves. Les États qui acceptent de mettre en place *Goals 2000* dans leur système d'éducation se voient octroyer des fonds supplémentaires de la part du fédéral<sup>43</sup>. La droite religieuse est opposée à cette loi car, selon elle, *Goals 2000* entraîne une trop grande centralisation des pouvoirs au sein du gouvernement fédéral, au détriment des commissions scolaires<sup>44</sup>. Également, elle craint que cette loi puisse mettre en péril la liberté dont disposent les parents qui font du *Homeschooling*<sup>45</sup>. Elle appuie les candidats qui s'opposent à cette nouvelle loi.

<sup>42</sup> États-Unis. Department of Education, «Goals 2000: Reforming Education to Improve Student Achievement», <http://www.ed.gov/pubs/G2Kreforming/g2ch1.html>

<sup>43</sup> États-Unis. Department of Education, «Goals 2000: Executive Summary», 30 avril 1998, <http://www.ed.gov/pubs/G2Kreforming/g2exec.html>

<sup>44</sup> Jonathan Parker, «Education Policy», dans Gillian Peele, Christopher J. Bailey, Bruce Cain et Guy B. Peters, dir., *Developments in American Politics 3* (New York: Chatham House Publishers, 1998), 286.

<sup>45</sup> Somerville, «The Politics of Survival: Home Schoolers and the Law», 16.

Le nouveau Congrès de 1994 étant majoritairement républicain, *Goals 2000* est remis en question, ce qui donne lieu à une modification de la loi, car plusieurs amendements y sont apportés en 1996. Ainsi, les fonds octroyés à l'État peuvent être utilisés pour des motifs autres que le développement de normes, comme l'achat de nouvelles ressources technologiques<sup>46</sup>. Les nouveaux amendements dénaturent les buts originaux visés par la loi, soit la création de normes nationales, ce qui constitue une certaine victoire pour les opposants de *Goals 2000*. L'influence qu'exerce la droite religieuse auprès du Parti républicain lui a permis de faire modifier un projet ambitieux.

Durant la campagne électorale des élections législatives de 1998, les candidats républicains promeuvent le *School Choice*, les crédits d'impôt pour les contribuables pouvant servir à l'éducation, ou encore les *Block Grants* fédéraux<sup>47</sup>. Ces propositions correspondent à la vision décentralisée que se fait le Parti républicain de l'éducation. Selon ceux-ci, les États et les municipalités demeurent les mieux placés pour prendre des décisions dans le domaine de l'éducation. D'ailleurs le Parti républicain revendique encore pendant cette campagne électorale l'abolition du département fédéral de l'éducation. L'ensemble de ces propositions est appuyé par la droite religieuse qui rejette une quelconque implication du gouvernement central dans ce domaine. En faisant élire des candidats républicains grâce à une mobilisation de masse de ses membres, elle peut ensuite faire pression pour que le Congrès mette de l'avant des mesures qui favoriseraient le *School Choice*. Toutefois, peu après les élections de 1998, le nouveau

---

<sup>46</sup> États-Unis. Department of Education, «Goals 2000: Reforming Education to Improve Student Achievement».

<sup>47</sup> Les *Block Grants* constituent un regroupement d'anciens programmes et de subventions fédéraux. Joetta L. Sack et Anjetta McQueen, «Capitol Hill Debates Reverberate in Campaign» *Education Week* 18 (1998), 22.

Congrès est composé d'une faible majorité de républicains, réduisant les chances pour que ses revendications deviennent des lois.

L'élection d'un Congrès républicain a permis de constater que la droite religieuse exerce une certaine influence auprès du Parti républicain<sup>48</sup>. Cependant, si plusieurs propositions en éducation ont reflété les positions de la droite religieuse au Congrès, celles-ci sont restées la plupart du temps à l'état de projet de loi, notamment du fait de l'opposition d'une Maison Blanche démocrate, ainsi que d'un Sénat plus modéré que la Chambre des représentants.

### La Maison Blanche

L'influence qu'a pu avoir la droite religieuse envers le personnel de la Maison blanche a été plutôt inexistante jusqu'en 2001, car le président américain était démocrate. Toutefois, avec l'élection de George W. Bush en 2000, le mouvement peut espérer que les revendications qu'il avance seront prises en compte. Le projet de loi en éducation du président Bush se nomme *No Child Left Behind*. Ce nouveau projet vise à améliorer les performances des étudiants en rendant les États, les districts et les écoles publiques responsables de leur succès. Également, il cherche à réformer le système de financement en éducation du gouvernement fédéral et à réduire la bureaucratie en laissant une plus grande marge de manœuvre aux États et aux districts scolaires. Enfin, il place les parents au centre de la réforme, où plus de choix sera donné à ces derniers lorsqu'il s'agira de déterminer l'école que fréquentera leur enfant<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup> Cependant, depuis 2001, le Sénat n'est plus majoritairement républicain.

<sup>49</sup> États-Unis. Maison Blanche, «No Child Left Behind».

Afin d'améliorer à long terme les performances des étudiants, les écoles publiques vont être, en premier lieu, évaluées pour être en mesure de déterminer le taux de réussite des étudiants. Les établissements qui auront fait des progrès pourront recevoir des fonds supplémentaires (No Child Left Behind Bonuses)<sup>50</sup>. Cependant, les États et les écoles publiques qui, d'année en année, auront des mauvaises performances risqueront de voir diminuer les montants fédéraux qui leur sont alloués. En échange de bonnes performances, les États vont pouvoir bénéficier d'une plus grande flexibilité lorsqu'ils dépensent les fonds fédéraux. Pour donner un plus grand choix aux parents d'élèves, le projet de loi favorise l'augmentation des *charter schools* ainsi que le développement du *School Choice* dans les États<sup>51</sup>. Ainsi, le projet de loi, élaboré par George W. Bush, consolide le rôle du gouvernement fédéral en éducation tout en favorisant une plus grande marge de manœuvre pour les États et les districts scolaires.

Contrairement à la période 1994-2000, où le Congrès était opposé à la Maison Blanche, celle qui est issue des élections de 2000 est républicaine. Cela facilite l'approbation et la mise en œuvre de nouvelles lois. Le *No Child Left Behind* est accepté par le Congrès le 18 décembre 2001, permettant une application plus rapide du projet de loi<sup>52</sup>. La nouvelle loi sur l'éducation est signée par le président Bush le 8 janvier 2002<sup>53</sup>.

Si la droite religieuse a pu exercer une certaine influence auprès du personnel de la Maison Blanche, cela se reflète peu dans la nouvelle loi. En effet, si pendant les années 1990, elle s'est toujours opposée à la mise en place de normes nationales, la nouvelle loi, quant à elle, établit clairement les objectifs qu'un État doit atteindre pour

---

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> Helen Dewar, «Landmark Education Legislation Gets Final Approval in Congress», Washington Post, 19 décembre 2001.

recevoir les fonds fédéraux. Également, le *School Choice*, tel qu'énoncé dans la loi, ne comprend pas la mise en place de *vouchers* et se limite au système public. Néanmoins, la nouvelle loi permet la possibilité d'accroître la marge de manœuvre des États et des districts scolaires, ce qui ne saurait déplaire à la droite religieuse. Afin de ne pas trop mécontenter l'électorat qui l'a élu, le président Bush propose, en février 2002, un crédit d'impôt de 2500 dollars, applicable pour les parents qui décideraient de retirer leur enfant d'une école « médiocre » pour le placer dans une école privée<sup>54</sup>. Sans être une réponse idéale aux revendications de la droite religieuse, ce crédit d'impôt s'apparente à un voucher, mais il n'est pas accessible à l'ensemble des parents américains.

### **Bilan des changements : radicaux ou mineurs ?**

Après avoir analysé les changements qui sont survenus en éducation en faveur de la droite religieuse depuis le début des années 1990, on peut s'interroger si ceux-ci ont été radicaux ou mineurs. Pour ce qui concerne l'éducation au niveau des États et des districts scolaires, les plus grands changements ont eu lieu lorsque la droite religieuse a pris le contrôle de commissions scolaires ou de *State Board of Education*. Grâce à cette stratégie, elle a été en mesure de modifier certains programmes scolaires et d'imposer partiellement sa vision de l'éducation. Toutefois, lorsque les citoyens ont pris conscience des changements qu'avaient effectués des membres issus de ce mouvement, ces derniers se sont retrouvés écartés du pouvoir peu après. Ainsi, la stratégie ne s'est révélée efficace qu'à court terme, démontrant l'incapacité de la droite religieuse à convaincre

---

<sup>53</sup> Dana Milbank, «With Fanfare, Bush Signs Education Bill», *Washington Post*, 9 janvier 2002.

<sup>54</sup> Robert Pear, «Democrats Criticizing Bush Budget on Education», *The New York Times*, 13 février 2002.

réellement les Américains du bien-fondé de ses revendications. Dans ces situations, les modifications effectuées se sont avérées plutôt mineures. Également, alors que le *School Choice* constitue une des revendications auquel tient le plus le mouvement, les changements qui sont survenus dans plusieurs États répondent partiellement à ses attentes. La mise en place de bons d'étude vise principalement les familles à faible revenu et ceux-ci ne sont octroyés que dans des situations très particulières. Aucun État n'offre, pour l'instant, des *vouchers* à l'ensemble des citoyens. Ainsi, les changements survenus dans les États et les districts scolaires, se révèlent mineurs.

Au niveau fédéral, les changements apportés en éducation, afin de répondre aux attentes de la droite religieuse, sont mitigés. En effet, si la nouvelle loi *No Child Left Behind* est une modification importante dans la manière d'agir du gouvernement fédéral, elle ne constitue pas pour autant une preuve de l'influence qu'exerce le mouvement au sein du Parti républicain. Si l'on compare le programme électoral du président Bush en éducation et la nouvelle loi, on peut constater un certain décalage entre les promesses qui ont été faites et ce qui a réellement été mis en œuvre. Cela prouve ainsi que la droite religieuse a pu influencer la plate-forme électorale du Parti républicain, mais que cette influence n'est pas assez majeure pour que les décisions, prises lors d'un mandat présidentiel, reflètent les positions du mouvement.

Le programme électoral en éducation de la campagne présidentielle de 2000 contient un appui pour le retour des prières volontaires récitées dans les écoles publiques, ainsi que le mise en place de *vouchers* pour tous les parents d'élèves<sup>55</sup>. Or, dans le projet de loi final *No Child Left Behind*, il n'est aucunement question de mettre en œuvre ces deux promesses. Tout au plus, le *School Choice* se réfère à l'accroissement

de *charter schools*. Il s'avère que la prière à l'école publique ainsi que les *vouchers* sont les deux principales revendications défendues par le mouvement. En somme, les changements effectués en éducation qui favorisent les positions de la droite religieuse sont, pour la totalité des paliers de gouvernement, plutôt mineurs. Sans être inexistantes, les modifications survenues ces dernières années cherchent principalement à mettre en place un nouveau moyen de financement du système scolaire et à valoriser la performance des établissements ainsi que des étudiants. Ces changements ne répondent pas réellement aux revendications avancées par le mouvement.

---

<sup>55</sup> Erik Robelen, «GOP Calls for Limiting Federal Role in Education», *Education Week* 19 (2000).

## CONCLUSION

Cette étude visait à démontrer si la droite religieuse exerçait une influence auprès du Parti républicain dans le domaine de l'éducation et, si c'était le cas, quelles étaient ses stratégies. Il s'est avéré que le mouvement est peu à peu devenu un partenaire incontournable pour le Parti républicain. Les stratégies les plus efficaces utilisées par la droite religieuse ont été celles qui se nomment «externes», selon la typologie de Thomas Gais et Jack Walker Jr. Les mobilisations de masse effectuées par le mouvement sont survenues principalement durant les campagnes électorales, où des millions de ses sympathisants sont allés aux urnes pour voter pour le bon candidat. Ces mobilisations ont fonctionné grâce à la distribution, quelques jours avant les élections, de millions de *voters guide* dans les lieux de culte. Également, la droite religieuse a pu exercer une influence auprès du Parti républicain en s'impliquant directement dans l'organisation du parti et en présentant, notamment lors de primaires, des candidats issus de son mouvement. Les efforts effectués par celui-ci ont porté fruit, car plusieurs organisations d'État du Parti républicain sont désormais contrôlées par le mouvement. De même, en se constituant comme une importante masse d'électeurs républicains, la droite religieuse a pu faire élire une majorité de congressistes républicains depuis 1994.

Cette influence a-t-elle permis des changements dans le domaine de l'éducation ? Certes, des modifications, susceptibles de convenir au mouvement, ont été apportées dans plusieurs États. Néanmoins, plusieurs ont été, par la suite, renversées par des opposants. En outre, les plus importantes revendications de la droite religieuse n'ont pas réellement été adoptées, si ce n'est qu'une partie des enjeux, comme la mise en place

restreinte de *vouchers* pour des populations défavorisées. La vision de la droite religieuse en éducation ne s'est pas reflétée globalement dans le système scolaire américain<sup>1</sup>.

Cependant, si, concrètement, on ne peut réellement parler d'une influence majeure, la droite religieuse a néanmoins réussi à définir l'ordre du jour du discours en politique, en introduisant la notion de *School Choice*. Également, en critiquant continuellement le système scolaire américain, elle a permis de faire prendre conscience à la population et au personnel politique de l'importance d'effectuer des réformes, ne serait-ce que pour améliorer les résultats académiques des élèves ou, encore, contrer les problèmes de violence existant dans les établissements scolaires. Ainsi, si le mémoire s'est penché plus particulièrement sur l'influence du mouvement en terme d'impact sur les politiques publiques, il n'en demeure pas moins que le mouvement s'est avéré grandement influent pour ce qui est de transformer le vocabulaire politique et de faire en sorte que ses revendications deviennent des enjeux électoraux dont ont débattu les partis politiques. L'influence de la droite religieuse envers le Parti républicain dans le domaine de l'éducation s'est effectuée indirectement, mais elle est importante.

La recherche a permis de constater qu'il existait certaines limites à l'analyse de l'influence du mouvement. En effet, en raison de changements perpétuels survenant dans l'actualité américaine (exemple: le jugement de la Cour suprême du 27 juin 2002), il demeure difficile de bien mesurer l'impact du mouvement auprès du Parti républicain en éducation. Néanmoins, en faisant porter l'analyse sur le long terme (à partir des années 1980) il a été possible de pallier à ce problème. Ainsi, doit-on parler d'échec pour le mouvement ? Quel peut être l'avenir de celui-ci ?

---

<sup>1</sup> Diamond, *Not by Politics Alone*, 238.

## Quel avenir pour la droite religieuse ?

### Relations avec le Parti républicain

Pour que la droite religieuse puisse un jour voir ses revendications acceptées et appliquées, elle peut continuer à tenter d'influencer le Parti républicain ou choisir de faire cavalier seul en fondant son propre parti politique. Cependant, le système électoral tend à favoriser les grands partis, faisant de l'élection d'un parti chrétien à la tête des États-Unis une situation quasi impossible. Il est donc plus réaliste que le mouvement continue d'appuyer le Parti républicain. Cette implication n'est pas sans créer des frictions à l'intérieur de ce parti politique. En effet, comme il a été mentionné dans le chapitre 3, il existe une lutte entre les membres «religieux» et «séculiers». La droite religieuse voudrait que le parti choisisse ses candidats et qu'il fasse une plus grande promotion de ses revendications<sup>2</sup>. Or, les membres «séculiers» préféreraient que l'influence du mouvement se limite à mobiliser les électeurs le jour du scrutin pour porter le Parti républicain au pouvoir, mais qu'il s'abstienne de dicter le programme du parti et de le rendre trop radical pour le reste des électeurs.

Dans la lutte de pouvoir qui oppose les «religieux» et les «séculiers», on peut s'interroger si la droite religieuse sera victorieuse. Bien que répondre à cette question soit de la pure spéculation, on peut néanmoins supposer qu'une victoire des «religieux» est peu probable. Si les membres les plus modérés du Parti républicain peuvent se tourner vers le Parti démocrate, il n'en reste pas moins que la majorité des membres «séculiers» du parti, du fait de leur conservatisme économique, n'ont pas le choix de demeurer au sein du Parti républicain. Ces derniers n'ont donc aucun intérêt à laisser les

membres «religieux» prendre les rênes du parti. De plus, une victoire de ces derniers aurait pour effet de radicaliser le Parti républicain et de l'éloigner considérablement du pouvoir, au profit du Parti démocrate. Toutefois, puisque la droite religieuse forme un bastion important d'électeurs républicains, le parti se doit de prendre en compte les revendications du mouvement. Ainsi, la difficulté réside dans la nécessité de conserver les électeurs religieux, et donc d'intégrer les membres «religieux» du parti, tout en s'assurant que l'élite soit constituée des membres «séculiers», afin d'éviter que le parti ne se radicalise. Face à cette situation, la droite religieuse a-t-elle une chance de voir ses revendications en éducation prises en compte ?

### Ses revendications

On a pu constater dans le chapitre 4 qu'une partie des revendications de la droite religieuse avait été adoptée, principalement dans certains États et municipalités. Cependant, au niveau fédéral, si le Congrès a cherché à mettre en oeuvre les revendications du mouvement, les changements ont été symboliques. Ainsi, les pressions exercées par le mouvement peuvent avoir davantage d'impact au niveau local et des États<sup>3</sup>. En ce qui concerne les revendications de la droite religieuse, certaines sont plus susceptibles que d'autres d'être acceptées. En effet, le *School Choice* recueille les faveurs d'une grande partie des Américains, qui voudraient pouvoir choisir la meilleure école pour leur enfant<sup>4</sup>. Néanmoins, pour beaucoup de citoyens, le *School Choice* devrait être limité aux écoles publiques et ne concernerait pas les écoles privées religieuses. Or, le *School Choice* devient intéressant pour la droite religieuse dans la mesure où les parents

---

<sup>2</sup> Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 145.

<sup>3</sup> Ibid., 150.

peuvent envoyer leur enfant dans le système privé, sans que cela entraîne des coûts supplémentaires. Une majorité de citoyens s'opposent à cette revendication, comme l'ont prouvé les derniers référendums sur la question en 2000.

Parmi les autres revendications défendues par la droite religieuse, le retour de la prière dans les écoles est refusé par les Américains. Si les citoyens sont favorables au moment de silence, ils s'opposent à ce qu'une religion impose ses prières aux autres. Il faudrait à présent que le mouvement accepte de modifier son discours, ce que la base activiste se refuse à faire.

La droite religieuse est confrontée à un problème majeur qui bloque la mise en oeuvre de ses revendications, soit celui de la séparation de l'Église et de l'État établie par la Constitution. Ainsi, pour que les *vouchers* et la prière dans les écoles publiques puissent exister, il faudrait amender la Constitution, tâche quasiment impossible à réaliser. Cependant, le jugement rendu par la Cour suprême en juin 2002 constitue une brèche dans la sacro-sainte séparation de la religion et de l'État. Il est fort probable que les minorités religieuses s'opposent au projet d'autoriser la prière, par crainte de voir leur liberté d'expression brimée par la majorité. On peut donc supposer que la revendication majeure de la droite religieuse en éducation- celle de réintégrer la religion dans les écoles publiques- sera difficile à mettre en oeuvre.

### Changement des stratégies

Si la droite religieuse veut convaincre une majorité d'Américains du bien-fondé de ses revendications, il est nécessaire qu'elle modère son discours et qu'elle s'ouvre aux autres dénominations religieuses. Bien que le mouvement ait fait de réels efforts pour

---

<sup>4</sup> Diamond, *Not by Politics Alone*, 239.

modifier son discours, lui donner un ton plus séculier, il est encore perçu comme extrémiste et intolérant pour beaucoup de citoyens. Or, cette stratégie pourrait avoir comme effet de mécontenter les membres les plus idéologiques de la droite religieuse. Ces membres constituent, pour la plupart, la base activiste du mouvement. Une trop grande modification du discours pourrait entraîner leur départ du mouvement. Étant donné que l'influence que possède la droite religieuse dépend de sa capacité à mobiliser un nombre élevé de membres, perdre ses activistes l'empêcherait d'utiliser cette stratégie. Le mouvement ne peut donc pas se permettre de faire trop de compromis, au risque de le voir se dissoudre<sup>5</sup>.

La droite religieuse peut chercher à s'ouvrir aux autres religions, afin d'être plus représentative des Américains. Elle pourrait intégrer un plus grand nombre de catholiques qui partagent son opposition à l'avortement, ainsi que des Juifs orthodoxes et des évangélistes afro-américains<sup>6</sup>. Mais cet élargissement n'est pas susceptible de convenir à l'ensemble des membres. Certains d'entre eux sont connus pour tenir des propos racistes, anti-catholiques et antisémites. Cependant, sans cet agrandissement, qui demanderait au mouvement d'acquiescer à une plus grande ouverture d'esprit, la droite religieuse est condamnée à demeurer un mouvement sectaire et extrémiste<sup>7</sup>. Pour que la droite religieuse puisse rester influente, il faudra que les membres les plus pragmatiques du mouvement prennent sa direction<sup>8</sup>. Ce changement permettrait de modérer le discours, modifier les revendications et devenir plus représentatif de la population, mais ferait perdre au mouvement sa base la plus militante. Dans les deux cas, la droite

---

<sup>5</sup> Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 143.

<sup>6</sup> Detwiler, *Standing on the Premises of God*, 238.

<sup>7</sup> Green et al., «Less than Conquerors: The Christian Right in State Republican Parties», 133.

<sup>8</sup> Wilcox, *Onward Christian Soldiers ?*, 154.

religieuse se doit de se restructurer et de redéfinir son mandat. Cela constitue principalement ce qui attend la droite religieuse à l'avenir.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abramson, Paul R., John H. Aldrich et David W. Rohde. 1999. *Change and continuity in the 1996 and 1998 Elections*. Washington: Congressional Quarterly Press.
- American Civil Liberties Union. <http://www.aclu.org/about/summary.html>
- Ashford, Nigel. 1998. «The Republican Policy Agenda and the Conservative Movement». Dans The Republican Takeover of Congress. Dean McSweeney et John E. Owens, dir. London: MacMillan Press. p. 96-115.
- Associated Press. 2002. «Judge orders end to Bible classes in Tennessee county». St. Louis Post Dispatch. 9 février.
- Americans United Bulletin. 2001. «Kansas Education Board Restores Evolution to Schools». Church and State. Mars.
- Ballarin, Charles. 1996. *Le système éducatif américain*. Sèvres: Centre International d'Études Pédagogiques.
- Balz, Dan et Ronald Brownstein. 1996. *Storming the Gates. Protest Politics and the Republican Revival*. Boston: Little, Brown and Compagny.
- Benen, Steve. 1999. «Voucher Volley». Church and State. Juin.
- Boston, Rob. 2000. «Victory over Vouchers !». Church and State. Décembre.
- Bruce, Steve. 1988. *The Rise and Fall of the Christian Right : Conservative Protestant Politics in America 1978-1988*. Oxford : Calendon Press.
- Bruce, Steve. 1994. «The Inevitable Failure of the New Christian Right». *Sociology of Religion* 55 : 229-242.
- Buehrer, Eric. 2000. «Evolving Science Instruction ». American Family Association. 17 octobre : <http://www.afa.net/Education/eb101700.shtml>
- Camilli, Gregory et Katrina Bulkley. 2001. « Critique of "An Evaluation of the Florida A-Plus Accountability and School Choice Program" », *Education Policy Analysis Archives* 9 (7) : <http://olam.ed.asu.edu/epaa/v9n7/>
- Christian Coalition. <http://www.cc.org>
- Church and State. 2000. «Oklahoma Attorney General Issues Ruling Against Evolution Disclaimer». Church and State. Mars.

- Church and State. 2000. «Federal Court Strikes Down Louisiana School Prayer Law». Church and State. Juillet-août.
- Church and State. 2000. «Kansas GOP Voters Remove Creationists from School Board». Church and State. Septembre.
- Clines, Francis X. 2002. «In Ohio School Hearing, a New Theory Will Seek a Place Alongside Evolution». The New York Times. 11 février.
- Day, Sherri. 2002. «Supreme Court Hears Cleveland School Vouchers Case», The New York Times. 20 février.
- Detwiler, Fritz. 1999. *Standing on the Premises of God. The Christian Right's Fight to Redefine America's Public Schools*. New York : New York University Press.
- Dewar, Helen. 2001. «Landmark Education Legislation Gets Final Approval in Congress». Washington Post. 19 décembre.
- Diamond, Sara. 1998. *Not by Politics Alone. The Enduring Influence of the Christian Right*. New York : The Guilford Press.
- États-Unis. Department of Education. 1998. Goals 2000: Executive Summary. 30 avril. Washington: <http://www.ed.gov/pubs/G2Kreforming/g2exec.ht>
- États-Unis. Department of Education. 1998. Goals 2000: Reforming Education to Improve Student Achievement. Washington: <http://www.ed.gov/pubs/G2Kreforming/g2ch1.html>
- États-Unis. Maison Blanche. 2001. No Child Left Behind. Washington: <http://www.whitehouse.gov/news/reports/no-child-left-behind.html#2>
- Floride. Department of Education. 1999. A+ Plan. Tallahassee: <http://www.myflorida.com/government/learn/plusplan.html>
- Floride. Department of Education. 1999. Opportunity Scholarship Program. Tallahassee: <http://www.opportunityschools.org/osas/osp/index.html>
- Focus on the Family. <http://www.fof.org>
- Gaddy, Barbara B., William T. Hall et Robert J. Marzano. 1996. *School Wars. Resolving our Conflicts over Religion and Values*. San Francisco : Jossey-Bass Publishers.
- Gais, Thomas L. et Jack L. Walker Jr. 1991. «Pathways to Influence in American

- Politics». Dans Mobilizing interest groups in USA. Patrons, professions and social movements. Jack L. Walker Jr., dir. Ann Arbor: The University of Michigan Press. p. 103-121.
- Garrett, Jennifer. 2001. «Progress on School Choice in the States». *The Heritage Foundation Backgrounder* 1438. 16 mai.
- Gayner, Jeffrey B. 1995. «The Contract with America: Implementing New Ideas in the U.S.». *The Heritage Lectures* 549.
- Gingrich Group (the). 1994. «Contract with America».  
<http://www.newt.org/contract.htm>
- Glenn, Charles L. 2000. *The Ambiguous Embrace. Government and Faith-Based Schools and Social Agencies*. Princeton : Princeton University Press.
- Goldstein, Michael L. 2000. *Guide to the 2000 Presidential Election*. Washington: Congressional Quarterly Press.
- Green, John C., James L. Guth et Cleveland R. Fraser. 1991. «Apostles and Apostates ? Religion and Politics among Party Activists». Dans The Bible and the Ballot Box. Religion and Politics in the 1988 Election. James L. Guth et John C. Green, dir. Boulder: Westview Press. p. 113-136.
- Green, John C. «The Christian Right and the 1994 Elections: An Overview». Dans God at the Grass Roots. The Christian Right in the 1994 Elections. Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, dir. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers. p. 1-19.
- Green, John C., James L. Guth et Clyde Wilcox. 1998. «Less than Conquerors: The Christian Right in State Republican Parties». Dans Social Movements and American Political Institutions. Anne N. Costain et Andrew S. McFarland, dir. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers. p. 117-135.
- Green, John C. 2000. «The Christian Right at the New Millennium» présenté au *American Jewish Committee*. [http:// www.acj.org/pre/christianright.htm](http://www.acj.org/pre/christianright.htm)
- Greenhouse, Linda. 2002. «Cleveland School Vouchers Weighed by Supreme Court». The New York Times. 21 février.
- Hallum, Anne M. 1991. «From Candidates to Agenda Setters: Protestant Leaders and the

- 1988 Presidential Campaign». Dans The Bible and the Ballot Box. Religion and Politics in the 1988 Election. James L. Guth et John C. Green, dir. Boulder: Westview Press. p. 31-41.
- Henig, Jeffrey R. 1999. « School Choice Outcomes ». Dans School Choice and Social Controversy : Politics, Policy and Law. Stephen D. Sugarman et Frank R. Kemerer, dir. Washington: Brookings Institution Press. p. 68-108.
- Hertzke, Allen D. 1988. *Representing God in Washington. The Role of Religious Lobbies in the American Polity*. Knoxville : The University of Tennessee Press.
- Hertzke, Allen D. 1991. «Harvest of Discontent: Religion and Populism in the 1988 Presidential Campaign». Dans The Bible and the Ballot Box. Religion and Politics in the 1988 Election. James L. Guth et John C. Green, dir. Boulder: Westview Press. p. 3-26.
- Hertzke, Allen D. 1993. *Echoes of Discontent. Jesse Jackson, Pat Robertson and the Resurgence of Populism*. Washington: Congressional Quarterly Press.
- Hofrenning, Daniel J. B. 1995. *In Washington but not of it: The Prophetic Politics of Religious Lobbyists*. Philadelphia: Temple University Press.
- Home School Legal Defense Association. <http://www.hslda.org>
- Johnston, Robert C. 1998. «Status Quo Prevails on State Ballots», *Education Week* 18 (11):1-8.
- Kivisto, Peter. 1994. «The Rise or Fall of the Christian Right ?». *Sociology of Religion* 55: 223-227.
- Kupermintz, Haggai. 2001. «The Effects of Vouchers on School Improvement: Another Look at the Florida Data». *Education Policy Analysis Archives* 9 (8): <http://olam.ed.asu.edu/epaa/v9n8/>
- Leege, David C. 1992. «Coalitions, Cues, Strategic Politics, and the Staying Power of the Religious Right, or Why Political Scientists Ought to Pay Attention to Cultural Politics». *PS: Political Science & Politics* 25: 198-204.
- Mannatt, Richard. 1995. *When Right is Wrong. Fundamentalists and the Public Schools*. Lancaster : Technomic Publishing Co.
- McWilliams, Wilson Carey. 2000. *Beyond the Politics of Disappointment ? American Elections, 1980-1998*. New York: Chatham House Publishers.

- Milbank, Dana. 2002. «With Fanfare, Bush Signs Education Bill». Washington Post. 9 janvier.
- Moen, Matthew. 1996. «The Evolving Politics of the Christian Right», *Political Science and Politics* 29 (3): 461-464.
- National Association of Christian Educators. Citizens for Excellence in Education. <http://www.nace-cee.org>
- Nesmith, Bruce. 1994. *The New Republican Coalition. The Reagan Campaigns and White Evangelicals*. New York: Peter Lang.
- Oldfield, Duane Murray. 1996. *The Right and the Righteous. The Christian Right Confronts the Republican Party*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.
- Parker, Jonathan. 1998. «Education Policy». Dans Developments in American Politics 3. Gillian Peele, Christopher J. Bailey, Bruce Cain et Guy B. Peters, dir. New York: Chatham House Publishers. p. 277-291.
- Pear, Robert. 2002. «Democrats Criticizing Bush Budget on Education». The New York Times. 13 février.
- Peele, Gillian. 1998. «Political Parties». Dans Developments in American Politics 3. Gillian Peele, Christopher J. Bailey, Bruce Cain et Guy B. Peters, dir. New York: Chatham House Publishers. p. 145-170.
- Penning, James M. 1994. «Pat Robertson and the GOP: 1988 and Beyond». *Sociology of Religion* 55 (3): 327-344.
- People For the American Way. 1996. *Teaching Fear: The Religious Right's Campaign Against Sexuality Education*. Washington: People For the American Way Foundation.
- People for the American Way. 1997. «The Religious Right and America's Public Schools». Résumé tiré de *A Right Wing and a Prayer: The Religious Right and Your Public Schools*. Washington: People For the American Way Press.
- People For the American Way. 1999. *Sabotaging Science: Creationist Strategy in the '90s*. Washington: People For the American Way Foundation.
- Persinos, John F. 1994. «Has the Christian Right Taken over the Republican Party ?». *Campaigns & Elections* (septembre): 20-24.
- Phillips, Kevin P. 1969. *The Emerging Republican Majority*. New Rochelle: Arlington

House.

- Regnerus, Mark D., David Sikkink et Christian Smith. 1999. «Voting with the Christian Right: Contextual and Individual Patterns of Electoral Influence». *Social Forces* 77 (juin): 1375-1401.
- Reichley, James A. 1995. «Republican Ideology and the American Future». Dans The Politics of Ideas. Intellectual Challenges to the Party after 1992. John K. White et John C. Green, dir. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers. p. 70-83.
- Robelen, Erik. 2000. «GOP Calls for Limiting Federal Role in Education». *Education Week* 19 (43): 20-24.
- Rozell, Mark J. et Clyde Wilcox. 1995. «The Past as Prologue: The Christian Right in the 1996 Elections». Dans God at the Grass Roots. The Christian Right in the 1994 Elections. Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, dir. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers. p. 253-263.
- Rozell, Mark J. et Clyde Wilcox. 1996. «Second Coming: The Strategies of the New Christian Right». *Political Science Quarterly* 111(2): 271-294.
- Rozell, Mark J. et Clyde Wilcox. 1997. «Conclusion: The Christian Right in Campaign '96». Dans God at the Grass Roots. The Christian Right in the 1996 Elections. Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, dir. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers. p. 255-269.
- Sack, Joetta L. et Anjetta McQueen. 1998. «Capitol Hill Debates Reverberate in Campaign». *Education Week* 18 (8):32-34.
- Simonds, Robert L. 1998. «Rescue 2010 Strategy». Citizens for Excellence in Education. Février. <http://www.nace-cee.org/ceestrategy.htm>
- Somerville, Scott W. 2001. «The Politics of Survival: Home Schoolers and the Law». Home School Legal Defense Association. 30 mai.
- Sugarman, Stephen D. 1999. « School Choice and the Public Funding ». Dans School Choice and Social Controversy : Politics, Policy and Law. Stephen D. Sugarman et Frank R. Kemerer, dir. Washington: Brookings Institution Press. p. 111-139.
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tiffin, Lee. 1994. *Creationism's Upside-Down Pyramid. How Science Refutes*

- Fundamentalism*. Amherst : Prometheus Books.
- Wald, Kenneth D. 1997. *Religion and Politics in the United States*. Washington : Congressional Quarterly Press.
- Walsh, Mark. 2002. «Supreme Court Upholds Cleveland Voucher Program». *Education Week* 21 (42):  
[http://www.edweek.org/ew/ew\\_printstory.cfm?slug=42voucher\\_web.h21](http://www.edweek.org/ew/ew_printstory.cfm?slug=42voucher_web.h21)
- Watson, Justin. 1997. *The Christian Coalition : Dreams of Restoration, Demands for Recognition*. New York : St Martin's Press.
- Wayne, Stephen. 2000. *The Road to the White House, 2000. The Politics of Presidential Elections*. Boston: Bedford/St Martin's.
- Webb, Dean L., Arlene Metha et K. Forbis Jordan. 2000. *Foundations of American Education*. Upper Saddle River: Prentice Hall.
- Weber, Paul J. et Lauder W. Jones. 1994. *American Religious Groups. Institutional Profiles*. Westport: Greenwood Press.
- WestEd et United States Department of Education. 2001. «Overview of Charter Schools». [http://www.uscharterschools.org/pub/uses\\_docs/gi/overview.htm](http://www.uscharterschools.org/pub/uses_docs/gi/overview.htm)
- Wilcox, Clyde. 1994. «Premillennialists at the Millennium: Some Reflections on the Christian Right in the Twenty-first Century». *Sociology of Religion* 55: 243-261.
- Wilcox, Clyde, Mark J. Rozell et Roland Gunn. 1996. «Religious coalitions in the New Christian Right». *Social Science Quarterly* 77 (septembre): 543-560.
- Wilcox, Clyde. 1998. «The Dynamics of Lobbying the Hill». Dans The Interest Group Connection: Electioneering, Lobbying and Policymaking in Washington. Paul S. Henson, Ronald G. Shaiko et Clyde Wilcox, dir. Chatham: Chatham House Publishers. p. 89-99.
- Wilcox, Clyde. 2000. *Onward Christian Soldiers ? The Religious Right in American Politics*. Boulder : Westview Press.
- Wisconsin. Department of Public Instruction. <http://www.dpi.state.wi.us>
- Wisconsin. Department of Public Instruction. MPCP Facts and Figures for 2001-2002. Madison: <http://www.dpi.state.wi.us/dpi/dfm/sms/doc/mpc01fnf.doc>